lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 184 — SEMAINE DU 7 AU 13 MARS 1972 — PRIX : 2 F

Malgré la désertion du P.C.F. et de la C.G.T.

UNE FOULE IMMENSE AVEC PIERRE OVERNEY

(Ph. Elie Kagan)

courrier des lecteurs

La « démocratie ouvrière » façon P.C.F.

Monsieur le rédacteur,

La presse n'ayant pas accordé, me semble-t-il, l'importance qu'ils méritent aux faits qui se sont déroulés à Clermont-Ferrand le 12 février 1972, je prends l'initiative de les rappeler.

Pour le 12 février, journée nationale de soutien à l'Indochine, le Front de Solidarité Indochine, **qui, faut-il le rappeler, a pour but non pas une fois ou deux fois par an, mais quotidiennement le soutien aux peuples indochinois, avait demandé aux organisations responsables de la manifestation de soutien de faire partie du cortège unitaire.**

La lettre envoyée est restée sans réponse, ce à quoi il fallait s'attendre, étant donné l'exclusive prononcée par le P.C.F. à l'égard du F.S.I.

Peut-être pour cela fallait-il s'attendre aussi à ce que nous ne fussions pas seulement exclus théoriquement mais encore physiquement. Nous ne nous y attendions sans doute pas assez.

Au départ de la manifestation, nous avons demandé à nous intégrer au cortège, cela nous fut refusé de la façon la plus vive.

Durant toute la manifestation, un cordon formé par le service d'ordre du P.C.F. nous a isolés, en bousculant de temps à autres les premiers rangs de notre propre cortège, de celui des quarante-quatre organisations. Nous avons ainsi suivi, quoique de loin, la manifestation jusqu'au lieu de dissolution.

Or, la dissolution à peine prononcée, des membres du cortège venaient renforcer le service d'ordre qui nous tenait en dehors, et, sans nous laisser le temps d'ordonner la dissolution, le service d'ordre ainsi « étoffé » nous a chargés au pas de course. Dans la bousculade qui suivit, j'ai moi-même tenté de sauver le matériel qui m'avait été confié, mais il me fallut assez vite abandonner. Je perdais alors mes lunettes, je les cherchais un instant, puis renonçant à les trouver, je prenais la fuite lorsqu'un militant du service d'ordre me projeta sur une voiture en stationnement avec une rare violence. Je me blessais grièvement et dus subir une intervention chirurgicale assez longue au visage.

De tels agissements sont à condamner au sein du mouvement ouvrier ; condamnation prononcée par les Jeunesses socialistes, le Parti socialiste unifié, et par le Congrès départemental de la C.F.D.T. à l'unanimité.

Et que les responsables du P.C.F. ne viennent pas nous dire après cela que notre attitude les « aurait poussés à bout » : on ne commence pas par refuser la signature d'une organisation pour ensuite lui reprocher de ne pas appliquer les consignes décidées en commun par les organisations signataires.

De tels faits — et il est curieux que des « accidents regrettables » de ce type se soient produits dans plusieurs autres villes — importants par leur signification politique plus que par leurs conséquences personnelles, méritent, à mon avis, d'être portés à la connaissance de vos lecteurs. Voilà qui est fait.

Les faits que nous rapporte notre correspondant ne nous étonnent nullement. De tout temps le PCF a tendu la main vers la droite... et le poing vers l'extrême-gauche. Il faut rappeler à ce propos que le PCF, toujours prompt à accuser des «commandos gauchistes» de se rendre coupables de «violences» à la porte des entreprises, a été le premier et ce bien avant mai 1968, à envoyer ses commandos tenter d'empêcher physiquement les militants révolutionnaires de diffuser ou de vendre leur presse devant les usines.

Travail militant... et travail scolaire

Messieurs,

Je suis la maman d'un jeune de Lutte Ouvrière **convaincu et militant inconditionnel. Je respecte ses idées et comprends la pureté de ses sentiments. D'ailleurs, il le sait fort bien. Je suis tout aussi révoltée que lui devant l'injustice sociale, le racisme et l'exploitation des ouvriers quels qu'ils soient.**

Là où je ne suis plus du tout d'accord, **c'est (sans prétention et aussi de l'avis de ses professeurs, mon fils est intelligent et a de grandes possibilités) qu'il néglige totalement ses études. Il fait le minimum au lycée où il a été obligé de redoubler et risque fort de ne passer que de justesse en terminale. Nous ne voulons pas l'obliger à poursuivre ses études contre sa volonté, mais il ne désire pas les arrêter, soyez-en sûrs ! Seulement, je n'admettrai pas qu'il prenne l'habitude, comme « les fils à papa » entretenus, à redoubler une année sur deux. Je lui ai dit qu'il avait tout intérêt à étudier sérieusement pour être efficace et plaider en faveur des opprimés. Il est,** hélas, **en train de gâcher son avenir car il n'envisage pas de partager la condition ouvrière, d'apprendre un métier manuel. Alors cela va l'amener** à quoi ?

Vous vous devez, messieurs, lorsque vous avez des étudiants intelligents qui militent pour vous, de les encourager à étudier sérieusement. C'est primordial !

Je ne connais aucun nom de ses camarades de Lutte Ouvrière. **Je ne lui ai jamais demandé, mais je suis très inquiète car, en dehors de cette activité militante, plus rien ne semble l'intéresser et il est d'une paresse incroyable. Nous n'avons pas de heurts pour ses idées, nous le laissons libre d'aller où il veut, mais je voudrais qu'il fasse un effort pour ses études et qu'il comprenne que c'est pour son « bien ».**

Je pense et souhaite que vous me compreniez, car c'est très important.

Une maman d'un L.O.
(Aubervilliers).

Que cette maman se rassure. Tout comme elle, nous pensons qu'un jeune intellectuel qui veut se mettre au service de la classe ouvrière doit amener aux travailleurs le maximum de savoir et de compétence. Et la formation scolaire, pour incomplète qu'elle soit, est une partie importante de la formation intellectuelle de tout militant. Donc au travail !

A propos des explosions de gaz

Camarades,

A la suite de votre article sur la multiplication des explosions au gaz dans les immeubles de construction moderne (article paru dans la dernière page du numéro 182 de Lutte Ouvrière), **je me permets de souligner une anecdote qui mérite d'être citée.**

Les élèves du C.E.S. de St-Cyr-l'Ecole (78) n'ont pu reprendre les cours comme prévu le jeudi 17 février 1972. Ils ont bénéficié d'une semaine supplémentaire de vacances. Et pourquoi cela ?

Car depuis quelque temps, on s'était aperçu qu'il y avait une fuite de gaz. Et, dans la cour, les pelleteuses creusaient le sol à la recherche de cette fameuse fuite. Tout cela avec les élèves à l'intérieur de l'établissement !

Par bonheur, toutes les canalisations ont explosé durant les vacances.

Voilà encore un exemple de la sécurité qu'offre notre gouvernement... non seulement à nos travailleurs mais aussi aux jeunes lycéens de 12 à 17 ans !

Naturellement, la construction du C.E.S. fut très économique... peu de temps, peu de moyens... et peu d'argent. Les lycéens exigent certaines sécurités élémentaires.

A.P.
(Versailles).

Encore un exemple qui prouve que les locaux scolaires sont souvent aussi vétustes que ceux qu'on offre aux travailleurs.

Meeting

lutte ouvrière

Désarmons les polices des patrons!

Vendredi 10 mars à 20 h 30
Grande Salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris (5e)
Participation aux frais : 2 F

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75-Paris-6e

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

Malgré la désertion du P.C.F. et de la C.G.T.

Une foule immense avec Pierre Overney

LA participation aux obsèques de Pierre Overney dépassait encore en ampleur la manifestation du lundi 28 février. De la place Clichy au Père Lachaise, entre des trottoirs noirs de monde, ce fut un cortège immense ; des dizaines et des dizaines de milliers de militants, de jeunes, d'ouvriers qui voulurent accompagner pour la dernière fois le militant maoïste assassiné devant les portes de la Régie Renault par un mercenaire de la direction.

Cette manifestation était bien plus qu'un simple témoignage de solidarité à l'égard d'un militant assassiné. Pierre Overney, abattu à bout portant, alors qu'il diffusait des tracts, l'a été par un des tueurs à gages que les patrons entretiennent chez Renault comme ailleurs.

Le revolver qui a tué a été utilisé contre Overney, mais il était armé contre tous les travailleurs.

Car la répression dans les entreprises, dont ce crime sanglant a montré jusqu'où elle peut aller, est dirigée contre l'ensemble des travailleurs. Pour les patrons, tous les patrons, il n'est de bon ouvrier que celui qui, de gaité de cœur ou terrorisé, accepte l'exploitation sans murmures. Les patrons ne veulent pas de contestation dans leurs entreprises ; ni contre les atteintes au niveau de vie des travailleurs, ni contre les cadences, ni contre le manque de sécurité. Et, à plus forte raison, ils ne tolèrent pas de contestation contre l'existence même d'un patronat exploiteur et contre un Etat qui les protège.

Pour démoraliser, pour réduire au silence les travailleurs, les patrons ne se contentent pas d'une armée de mouchards, de petits chefs de toutes sortes dont la fonction principale est la répression. Ils ne se contentent pas de déclasser, de licencier pour mater ceux qui contestent et pour décourager les autres. Ils en sont actuellement à entretenir de véritables polices privées, dressées contre les travailleurs, payées pour exercer des violences physiques, souvent armées et parfois prêtes à tuer.

Il est vital pour les travailleurs de ne pas accepter l'instauration d'un régime de terreur à l'intérieur des entreprises. Il est vital de ne pas accepter de travailler avec un revolver dans le dos.

Les travailleurs ont la force et les moyens d'éliminer des usines les tueurs à gages. Ils ont la force et les moyens de contrôler les hommes de la direction.

Si les grandes organisations qui prétendent parler et agir au nom de la classe ouvrière avaient le moindre sens de la dignité, la moindre volonté de mobiliser les travailleurs contre ce danger capital que représente le renforcement de la répression, il n'y aurait pas, il ne pourrait pas y avoir de polices privées patronales.

Mais ces organisations, et en premier lieu les plus importantes d'elles, la C.G.T. et le P.C.F., préfèrent réserver leurs attaques et leurs coups à ceux qui s'opposent à la répression patronale. Et, cette fois encore, elles ont préféré traiter la victime de provocateur, plutôt que de s'en prendre aux assassins.

L'assassinat de Pierre Overney aurait pu, aurait dû déclencher une riposte unitaire immédiate de toutes les organisations ouvrières, de toutes les organisations de gauche.

Aucune de ces organisations n'avait le droit d'abdiquer ses responsabilités, aucune n'avait le droit de rester à l'écart alors que des hommes de main des patrons en venaient à assassiner un ouvrier aux portes même d'une entreprise !

Et cependant, la C.G.T. et le P.C.F. sont restés à l'écart de la riposte unitaire. Les dirigeants de ces organisations ont voulu que leurs militants, leurs sympathisants restent chez eux, pendant que des dizaines de milliers de manifestants descendaient dans la rue pour dénoncer la répression patronale, les polices privées dans les entreprises.

Quel fallacieux prétexte que d'invoquer les idées maoïstes de la victime pour justifier cette désertion inqualifiable ! Comme si les travailleurs pouvaient laisser assassiner un des leurs sous prétexte de divergences d'idées ! Comme si ce n'était pas là le meilleur moyen d'encourager les patrons et leurs argousins à en faire autant, demain, sur une plus large échelle, y compris contre les déserteurs d'aujourd'hui !

Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. ont choisi de briser l'unité des travailleurs face à la répression patronale. Ils sont restés en dehors du combat.

Malgré celà, malgré la désertion des organisations ayant le plus d'audience dans la classe ouvrière, la bourgeoisie et son Etat ont eu peur. Le fait même que les deux manifestations de protestation aient été autorisées en porte le témoignage. Et ils ont eu raison d'avoir peur.

Car si, organisées par les seuls groupes gauchistes, les deux manifestations eurent une telle ampleur, qu'est-ce que cela aurait été si les travailleurs avaient été appelés par toutes les organisations ouvrières ?

La bourgeoisie sait très bien que les travailleurs ne sont pas indifférents à l'aggravation de la répression patronale. Elle sait que, malgré la division semée dans les rangs ouvriers par des organisations serviles ou timorées, elle ne peut pas aller trop loin sans risquer des réactions imprévisibles.

Le succès des deux manifestations parisiennes, et d'un grand nombre d'autres en province, n'a pu que la renforcer dans cette conviction. Et dans une première étape, c'est ce qu'il fallait.

sommaire

EN FRANCE

● **Leur nouvelle société**

Page 8
— Chaban dans le Nord : du vent.
— Les accords sur les chômeurs.
— Marcellin débouté.
Page 9
— Chaban et les actions Intertechnique.
Pages 10-11
— Paris pour les riches.
Page 14
— Transports en commun.
— Hôpitaux.

● **La vérité sur les événements de Renault-Billancourt**

Pages 4-5-6-7

● **Dans les entreprises**

Page 13
— Echos des entreprises.
Page 15
— Les bureaucrates à l'œuvre, les travailleurs en lutte.

DANS LE MONDE

IRAN
Page 20
— Répression sanglante.
MOYEN ORIENT
Page 20
— La Sainte Alliance.
IRLANDE
Page 20
— Légitime massacre ?

DIVERS

Page 12
— Revue de presse.
Page 16
— Livres.
Pages 17-18
— Feuilleton.
Page 19
— Cinéma.

Ce qui compte le plus : LA LIBERTE !

POUR justifier son refus de participer à la riposte contre l'assassinat de Pierre Overney, la C.G.T. a prétendu que ce meurtre était le résultat d'une provocation menée de connivence entre la direction, le Pouvoir et les groupes « gauchistes » **pour détourner les travailleurs de leur lutte revendicative.**

Ainsi, voilà ce qui, aux yeux de la C.G.T., devrait suffir à expliquer sa dérobade face au plus élémentaire des devoirs : la défense des victimes de la répression. Si la C.G.T., et derrière elle le P.C.F., se dérobe à ce devoir élémentaire, nous savons que c'est pour des raisons politiques. D'abord Overney était un « gauchiste » et pour la C.G.T. et le P.C.F., qui sont toujours prêts aux pires compromissions avec tout ce qu'il y a sur leur droite, il n'y a rien de pire que de se retrouver aux côtés des « gauchistes ».

Mais l'autre raison politique, et de loin la plus importante, c'est le risque de se retrouver au cœur d'un mouvement important qui dans le climat actuel de dépression économique et de scandales politiques risquerait de les dépasser. D'ailleurs Marchais a lâché le morceau : nous ne reverrons pas mai 1968.

Mais pour refuser de condamner le crime de la bourgeoisie, pour refuser d'apporter sa caution auprès des travailleurs pour les inviter à lutter contre cet ignoble assassinat, la C.G.T. doit tenter de donner des raisons apparemment suffisantes pour expliquer non seulement son inaction mais aussi sa nette opposition à la riposte. Et dans son profond mépris des travailleurs c'est qu' **« il ne faut pas se laisser détourner de la lutte pour les revendications ».**

Car bien entendu, aux yeux des renégats de la C.G.T., ce qui compte **avant tout** pour les travailleurs c'est les revendications, c'est le beefsteack. Le reste c'est de la politique, c'est le rôle des partis, des gens spécialisés qui s'y connaissent, mais pas celui des travailleurs.

Pour les dirigeants de la C.G.T. le gros souci des travailleurs c'est la paye. Si pour cette paye il faut augmenter les cadences, accepter les heures supplémentaires, subir une maîtrise toujours plus arrogante, les brimades, les sanctions, le contrôle policier de toute une armée de flics et maintenant la surveillance invisible de mouchards, de flics en civil dont certains sont armés et tirent, cela n'est pas important pour ces messieurs. Pour eux les revendications essentielles ce sont les 1 ou 2 % d'augmentation de salaires quand le coût de la vie augmente du double, la défense de leur grille hiérarchique qui fixe chacun de nous bien à sa place selon le bon vouloir de la direction.

Eh bien, qu'on nous permette de ne pas être d'accord.

Pour nous, mais aussi pour tous les travailleurs, le plus grand bien c'est la liberté.

Et quand cette liberté est bafouée au point de permettre à l'adversaire de classe d'aller jusqu'au crime, les revendications passent au second plan car la principale revendication c'est le rétablissement de la liberté, ne serait-ce que parce que sans cette liberté la lutte purement revendicative est paralysée.

La liberté c'est le respect de la dignité de chacun. Marx disait que, « plus que de son pain quotidien, le prolétaire a besoin du respect de sa dignité ».

Et de fait, c'est avant tout pour le respect de cette dignité que le prolétaire, comme d'ailleurs toute catégorie sociale opprimée, engage de grands combats.

Et même dans les luttes quotidiennes, pour la défense de ses revendications, c'est le plus souvent le respect de sa dignité qui l'amène à agir. Le coût de la vie augmente, les cadences s'accélèrent sans qu'il réagisse et puis brusquement parce qu'une prime est diminuée, parce qu'une promesse n'a pas été tenue, parce qu'il a le sentiment d'une injustice, le sentiment qu'on s'est moqué de lui, qu'on a restreint sa liberté, qu'on a bafoué sa dignité, il part en lutte et plus rien ne peut l'arrêter.

Oui, la revendication essentielle des travailleurs c'est le respect de leur liberté et de leur dignité. D'ailleurs ils sont les principaux enjeux de leur lutte sociale.

Quand un mouvement se solde par une défaite on voit aussitôt la direction resserrer la discipline, augmenter les cadences de travail, imposer la pratique des heures supplémentaires, on voit la maîtrise retrouver son arrogance, les gardiens renforcer leur surveillance, on voit les libertés réduites et la dignité des travailleurs bafouée.

Au contraire quand les travailleurs sortent victorieux d'un mouvement, c'est l'accroissement de leur liberté qu'ils imposent avant tout.

Bien sûr, et ce n'est pas négligeable, il y a ce qu'ils ont obtenu de concret en augmentation de salaire, en diminution du temps de travail et autres avantages matériels. Mais il y a surtout le sentiment d'être victorieux qui rehausse leur dignité et force le respect de la maîtrise et de tous ceux qui sont chargés de faire appliquer les consignes patronales.

Et cette victoire morale est bien supérieure aux gains matériels. Car l'ouvrier qui est victorieux se sent un homme plus libre, un homme qu'il faut respecter. Elle est aussi souvent beaucoup plus durable. Bien souvent les conquêtes matérielles s'effritent assez rapidement par la hausse du coût de la vie et autres moyens économiques. Mais un mouvement victorieux relève pour des années le sens de la dignité des travailleurs et pour des années impose aux patrons le respect de la liberté. Et puis même quand le patronat reprend de l'autorité, c'est encore le souvenir des luttes victorieuses passées qui redonne courage et détermination pour engager de nouveau l'action.

Alors quand le patronat en arrive à vouloir imposer son autorité à coup de revolver, oui, le premier objectif c'est la lutte pour la liberté par la destruction des méthodes policières à l'usine.

Pas de flics dans les entreprises !

Henri VAUQUELIN.

ORLEANS :

La police au service des tortionnaires

On sait que le général Massu, qui fut, voici une dizaine d'années, l'un des principaux chefs de l'armée française en Algérie, a récemment publié un livre dans lequel il se vante complaisamment d'avoir utilisé la torture pour faire parler les combattants du FLN prisonniers.

L'impudence de ce tortionnaire étoilé n'a décidément pas de limites. Le vendredi 25 février, Massu devait venir dédicacer ses aveux dans un cercle militaire d'Orléans, ce qui ne manqua pas de soulever d'indignation nombre d'Orléanais.

Mais ceux qui décidèrent de manifester cette indignation dans la rue n'eurent pas le loisir de manifester longtemps. Ouvertement aidée par les nervis fascistes d'Ordre nouveau, la police matraqua sauvagement les manifestants, sous les yeux des badauds qui n'avaient encore jamais vu un tel déchaînement de violence à Orléans. La presse locale, qu'on ne saurait suspecter de sympathies gauchistes, s'est même vue attaquée en diffamation pour avoir rapporté les faits.

La preuve est décidément faite que le tortionnaire Massu n'était pas un cas isolé, et que tout l'appareil d'Etat de ce pays, administration, police et justice, étaient complice hier comme ils le sont aujourd'hui. La preuve est décidément faite que le seul crime que la police et la justice françaises reprochent à Barbie, c'est d'avoir été Allemand, et qu'elles sont pleines d'égards pour les chiens sanglants « bien de chez nous » !

D.L.

Ce jeune « manifestant », blessé, a été attaché à un poteau par les policiers en attendant l'arrivée de l'ambulance...

Photo et légende publiées par la Nouvelle République.

Lundi 28 février, de Charonne à Stalingrad : la première riposte.

L'échec du débrayage du lundi 28 février

LE lundi matin 28 février, il règne une curieuse atmosphère dans l'usine. A l'entrée d'abord, on ne voit pas les gardiens ou plutôt on les voit mais ils ne sont pas en uniformes, pour tout dire ils sont méconnaissables, discrets, aimables, ils ne demandent même pas les cartes. Les diffuseurs de tracts sont très nombreux. Il y a bien sûr les organisations syndicales traditionnelles.

Mais aussi les groupes révolutionnaires et ils sont tous là. La C.F.D.T. appelle à un débrayage de protestation, en meeting de 9 à 10 heures. La C.G.T. est contre. Mais personne ne sait comment cela se passera et tout le monde est dans l'expectative. La maîtrise aussi qui se fait discrète.

Mais à 9 heures, seuls quelques 300 travailleurs sont présents au meeting. Billancourt n'a pas bougé.

Les 300 travailleurs présents adoptent une motion en trois points qui sera présentée à la direction et qui demande :

— la démission des responsables du drame de vendredi ;

— la dissolution immédiate de la police privée ;

— l'arrêt des sanctions, brimades et licenciements.

En fait, les travailleurs n'ont pas suivi la C.F.D.T. seule, sur un terrain qui leur est apparu trop politique.

Les prises de position du P.C.F. et de la C.G.T. pendant le week-end ont rempli parfaitement leur rôle démobilisateur. Les travailleurs de Billancourt dans leur quasi totalité sont restés au travail. La direction d'abord, la presse, la télé ensuite et surtout la C.G.T. et le P.C.F. ont contribué à faire de l'assassinat de Pierre Overney un incident politique. Débrayer dans ce contexte, protester contre ce meurtre, c'est, pensent beaucoup, s'exposer à se voir assimiler aux maoïstes et à leurs actions. Les travailleurs ne le veulent pas. Leur émotion et leur indignation devant le meurtre, ils n'auront donc pas l'occasion de les manifester.

Pour la direction, pour la C.G.T., qui ne veut voir que les apparences, c'est une victoire.

Mais la conséquence la plus visible de cette indigne « victoire », c'est que dès le lundi soir, les gardiens retrouvent leur casquette et leur uniforme et la maîtrise son arrogance. L'après-midi même la direction met à pied les témoins du crime.

Mais c'est le genre de victoire qui se paiera très cher dans l'avenir.

La direction réagit en licenciant les témoins du meurtre

LUNDI après-midi, après l'échec du mouvement de grève lancé le matin par la C.F.D.T., les travailleurs de l'équipe du soir, parmi lesquels se trouvaient la plupart des témoins du meurtre d'Overney, prennent à leur tour le travail. Huit d'entre eux, 3 du service 98, 3 du département 74, 1 du département 12 et 1 du département 38, se voient alors immédiatement convoqués par la maîtrise qui leur communique leur « mise à pied préventive » jusqu'à ce que l'enquête de police soit terminée.

En effet ces 8 travailleurs ont, d'après la direction, été vus sur les lieux des incidents et des bagarres du vendredi. Autrement dit ce sont des témoins directs du meurtre.

Comme par enchantement ces mises à pied préventives se transforment très vite en licenciements définitifs. Le lundi même, Thomas, un des responsables du service du personnel, répond à la C.F.D.T. en ces termes : « il n'y a pas de problème, ces personnes n'ont plus leur place à la Régie ».

Ainsi la direction se débarrasse promptement de 8 témoins du crime commis par un de ses sbires le vendredi précédent. La manœuvre a un double but : écarter des gêneurs qui on le sait ne se laisseront pas facilement intimider et faire pression sur les ouvriers qui ont assisté à l'assassinat et qui risquent désormais le licenciement s'ils osent témoigner.

Quant aux gardiens aux blouses blanches descendus de l'île Seguin et autres barbouzes collègues de Tramoni, ils ne sont pas, eux, l'objet d'une mise à pied préventive jusqu'à ce que l'enquête de police ait tranché. Et pour cause, cette enquête ainsi que le relate l'article ci-joint sera proprement escamotée avant même que la police soit parvenue sur les lieux du crime, le cadavre et l'assassin auront été camouflés, interceptés par la direction. A un point tel que même la C.F.D.T. qui voulait interroger le pompier de la Régie qui a relevé le corps d'Overney se verra interdire tout contact avec ce témoin devenu « secret » sur ordre impératif de Fillette, représentant de la direction au service 0713, c'est-à-dire au service « surveillance ».

C'est pourquoi la mise à pied puis le licenciement pur et simple des travailleurs compagnons d'Overney est une action inqualifiable, une entrave au déroulement de l'enquête, une pression illégale sur les témoins.

LA RIPOSTE DES OUVRIERS LICENCIES

Dès le lendemain, c'est-à-dire le mardi 29 février, 7 des 8 travailleurs mis à pied rentrent dans l'usine au moment du changement d'équipe. Munis d'une sono portative, ils commencent à s'adresser aux travailleurs qui entrent et à ceux qui sortent. Très vite plusieurs centaines d'ouvriers se regroupent autour de celui qui parle. Très vite aussi de nombreuses blouses blanches alertées par téléphone font leur apparition avec les gardiens. Leur arrivée entraîne quelques bousculades mais assez rapidement les chefs s'éloignent et, de plus en plus nombreux, se regroupent en différents points de l'esplanade et notamment aux portes de sortie. Il y a là la maîtrise de l'île Seguin dans sa quasi-totalité, mais aussi des chefs venus d'autres ateliers et même des cadres petits et grands venus des bureaux. La direction a décidément battu le rappel de ses fidèles. Certains de ces aspirants flics sont bien prêts de la retraite, ils sont pourtant là, avec les autres, pour faire le coup de poing ou au moins pour se montrer et faire nombre. Ils sont plus de cinq cents à répondre présent pour cette tâche déshonorante. A côté d'eux, et parfois au même rang, on peut voir un grand nombre de délégués ou de militants C.G.T. Eux aussi sont venus assister au « cassage de gueule » des maos, et ils se tiennent à distance en attendant le spectacle.

Autour des licenciés, les travailleurs scandent « pas de flics à l'usine » ou encore « flics, patrons assassins » mais l'assistance diminue de minute en minute. Un des licenciés propose alors aux délégués C.F.D.T. présents d'aller avec les travailleurs en délégation chez Vacher, le chef du département 74, afin d'exiger la levée des licenciements. Mais cela ne se fera pas, car bien peu de travailleurs se montrent prêts à suivre cette initiative.

Il s'agit dès lors d'assurer la sortie des licenciés en évitant qu'ils ne tombent dans les mains de la maîtrise et des gardiens. Les délégués et militants C.F.D.T. l'expliquent aux ouvriers licenciés et proposent de protéger leur sortie. C'est ce qui se fera après quelques discussions, et c'est sans incidents que les licenciés accompagnés par les délégués C.F.D.T. gagnent la sortie du Bas-Meudon, malgré la présence d'une haie de chefs et de gardiens.

LE MERCREDI, ILS SONT ARRETES

Le lendemain mercredi, à la même heure, les licenciés entrent de nouveau. Cette fois ils sont 11. En effet 4 autres travailleurs (2 du département 12 et 2 du service 98) ont été eux aussi licenciés pour avoir participé au meeting de la veille.

Les 11 travailleurs se rendent dans les étages et sur les chaînes pour s'adresser à leurs camarades de travail.

Alors s'organise une véritable chasse à l'homme. Contre 11 travailleurs, scandaleusement licenciés, qui, les mains nues, essayent simplement d'expliquer à leurs camarades l'inqualifiable sanction dont ils sont victimes, la « volante » et certains chefs se lancent à l'assaut. Les licenciés sont pourchassés, certains roués de coups et pour finir ils seront tous remis entre les mains des flics à la porte du Bas-Meudon.

Voilà ce qui s'est passé à la Régie Renault ce mercredi 1er mars. 500 cadres et agents de maîtrise ont joué les flics bénévoles, 500 cadres et agents de maîtrise se sont abaissés à ces besognes de basse police.

Les travailleurs l'ont vu. Ils n'ont pas bougé car la pression était trop grande et la démoralisation trop profonde, mais l'écœurement et la haine que de telles sanctions ont inspiré ne s'effaceront pas.

Correspondant L.O.
Ile Seguin.

Samedi 4 mars : « Les ouvriers n'ont pas de patrie. Avec toi, camarade Pierre, les travailleurs émigrés ». (Ph. L.O.)

LA FUITE DES RESPONSABILITÉS

APEINE plus d'une heure après l'assassinat de Pierre Overney, les représentants de la presse, alertés, commencent à arriver place de Bir-Hakeim, où se trouve le bâtiment de la DCPRS (Direction Centrale du Personnel et des Relations sociales). Un car de police et trois voitures « banalisées » se trouvent alors sur la place. Mais, interrogés par les délégués C.F.D.T., les représentants du commissariat de Boulogne répondent qu'ils ne savent rien de précis, ni sur le drame, ni sur le meurtrier, ni sur ce qu'est devenu le corps de Pierre Overney. Comme les syndicats, la police attend tout bêtement d'être reçue par le chef du personnel de la Régie.

A 17 h 30, les représentants des syndicats sont enfin reçus par la direction. Thomas, qui représente cette dernière, n'est pas fier. Il tremble, et aux demandes d'explications de la C.F.D.T., il ne sait répondre que par le communiqué de la direction. Le représentant de la C.G.T. lui reproche alors de ne pas prendre ses responsabilités, en affirmant : « Nous avons pris les nôtres pour sortir de l'usine à 200 le militant maoïste Aboulker ».

Vers 18 h 30, les syndicats ressortent sans avoir obtenu d'autres précisions. A cette heure-là, la radio et la télévision sont sur place.

En fait, la direction de la Régie, si elle affirme ne rien savoir, a purement et simplement fait disparaître le meurtrier, puis le corps de Pierre Overney, et elle a même osé publier à 18 heures l'incroyable communiqué suivant :

COMMUNIQUE DE LA DIRECTION
DE LA REGIE RENAULT BILLANCOURT

Vers 15 heures, alors que les usines Renault fonctionnaient normalement et que la sortie de l'équipe du matin s'était effectuée dans le calme, un groupe de quelques dizaines de personnes venues de l'extérieur, armées de matraques et de barres de fer, a attaqué, vers 15 heures, les portes de la Régie, avenue Emile-Zola.

Les gardiens de l'usine se sont opposés à cette agression. 8 d'entre eux ont été grièvement blessés. Inférieurs en nombre et en moyens de défense, les gardiens n'ont pu repousser les assaillants qui, depuis une heure, se livrent à des déprédations contre les bâtiments Renault, au long de l'avenue Emile-Zola.

Le personnel s'étant opposé à eux et ayant barricadé les portes, ils n'ont pu pénétrer dans les ateliers où le personnel poursuit normalement.

La police ne sera reçue, discrètement, que vers 19 heures à la direction du personnel.

Voilà comment on peut assassiner dans une usine nationalisée, sans que personne puisse s'opposer à la disparition des traces du crime.

Correspondant L.O.

Les premiers moments après le drame

QUE s'est-il passé à la Régie Renault, le 25 février, dans les instants qui ont suivi le meurtre de sang-froid de Pierre Overney ?

Le premier moment de stupeur passé, les travailleurs et les militants maoïstes présents ont remonté l'avenue Emile-Zola, jusqu'au carrefour de l'infirmerie centrale. Là, ils se sont heurtés à une cinquantaine de blouses blanches, agents de maîtrise de l'île Seguin venus prêter main forte à l'assassin. A ce même endroit sortaient des travailleurs du département 59 (outillage), du 57 et du 49. Personne n'était au courant du drame.

Les gardiens, eux, avaient complètement disparu. Par groupes de deux ou trois, les travailleurs témoins essayaient d'expliquer ce qui venait de se passer. L'un d'eux est monté sur les épaules d'un de ses camarades pour prendre la parole. Les travailleurs écoutaient, mais ne bougeaient pas. Quelques militants de la C.G.T. et de F.O., qui osèrent faire des réflexions sur les maoïstes, se firent alors botter les fesses par les témoins du drame, sans qu'aucun travailleur présent ne tente de les défendre.

Des militants C.F.D.T. allèrent demander des explications à Nogrette, l'un de ceux qui signent les licenciements à la Régie, dans le local du service 0713 (celui de Tramoni), situé à quelques pas de l'infirmerie. Tout ce que Monsieur trouva à dire, à travers le grillage de son local, c'est : « J'ai pris ma trempe. Ce n'est pas mois qui l'ait tué ».

A la grille Zola, sur les lieux du crime, des travailleurs discutaient à l'intérieur. A l'extérieur, stationnaient des militants ou des sympathisants maoïstes, effondrés après l'assassinat de leur camarade.

Aucune force de police n'est venu à Zola. Aucun policier n'a pénétré dans l'usine pour savoir ce qui s'était passé. La majorité des travailleurs de la normale est sortie sans même être au courant du drame qui venait de se dérouler au carrefour Zola-Kermen.

la vérité sur les événements de Renault-Billancourt

Comme cela ne suffit pas, la direction multiplie les pressions sur le personnel

APRES la chasse à l'homme de mardi et mercredi dans l'île Seguin, certains agents de maîtrise, écœurés par le rôle qu'on voulait leur faire jouer, ont commencé à faire circuler une pétition où tout en condamnant les violences, ils affirmaient ne pas accepter de jouer les cogneurs à 500 contre 7.

Aussitôt, dans tous les ateliers et services, le jeudi 3 mars, une pétition « anonyme » mais venant à coup sûr de la direction générale, était ventilée partout par la voie hiérarchique.

Voici le libellé de cette pétition :

PETITION DU PERSONNEL
DE LA REGIE NATIONALE
DES USINES RENAULT

Des incidents graves se sont produits aux portes de l'usine le vendredi 25 février 1972.

Ils concernent chacun d'entre nous.

Les signataires :

— Condamnent les violences d'où qu'elles viennent.

— Dénoncent ceux qui entretiennent, depuis des mois, un tel climat, et parmi eux les intellectuels décadents qui en sont les véritables responsables et qui exploitent, à des fins politiques, la situation qu'ils ont créée de toute pièce.

— Estiment inadmissible que des publications, telles que **La Cause du Peuple** qui constituent de véritables incitations au meurtre de membres du personnel nommément désignés, reçoivent l'autorisation de paraître.

— Demandent à la direction de faire régner l'ordre à l'intérieur de l'entreprise et de protéger les membres du personnel contre toutes attaques personnelles, dans le respect des droits syndicaux.

— Constatant la carence des Pouvoirs publics, exigent que ceux-ci prennent les mesures nécessaires pour protéger les citoyens et faire respecter les libertés individuelles.

Dans les bureaux, le chef signe en premier, puis fait pression sur les employés. La plupart signent, certains refusent ; mais il est certain que le simple fait que ce soit la hiérarchie qui présente ce torchon, incite les ouvriers et les employés à signer. Tout se passe très vite ; en quelques heures, la pétition est présentée dans plusieurs bureaux et ateliers. Et avant même que les syndicats aient pu matériellement réagir, des travailleurs signent. Sur les chaînes de montage, certains chefs font croire aux travailleurs immigrés qu'il s'agit de signer pour venir travailler samedi.

Mais bientôt les syndicats réagissent. La C.G.T. et la C.F.D.T. prennent position publiquement contre la pétition et l'expliquent aux travailleurs. Dès lors, la pétition ne circule quasiment plus. D'ailleurs, dans certains secteurs, la maîtrise n'a pas osé sortir la pétition ; dans d'autres, ce sont les cadres eux-mêmes qui ont refusé de la faire circuler.

Bref, malgré cette nouvelle pression de la direction, toute une partie du personnel, travailleurs, mensuels, cadres, refusent de cautionner l'ordre des assassins.

Correspondant L.O.

A la réception mensuelle des délégués...

LA C.G.T. DISCUTE DES REVENDICATIONS

Le lundi 28 février, c'était aussi le jour prévu de longue date pour la réception mensuelle des délégués du personnel par la direction. Le meurtre d'un jeune ouvrier de 23 ans par un flic maison n'a pas bouleversé la routine de ces rencontres traditionnelles. Fillette, représentant de la direction, a simplement ouvert la séance en rappelant sa position : « Je pense que la position de la direction dans cette affaire a été suffisamment claire pour qu'il n'y ait aucune ambiguité. Elle ne peut que déplorer la violence d'où qu'elle vienne et regrette également qu'il y ait eu dans cette affaire mort d'homme. »

Il a même eu l'audace d'ajouter : « ... Certains ont critiqué la présence de forces de l'ordre dans les rues de Billancourt. Ces forces de l'ordre sont arrivées, disons tardivement, alors que depuis de très nombreuses semaines nous intervenions auprès du ministre de l'Intérieur. »

Finalement seule la C.F.D.T. Renault eut assez de dignité pour répondre après s'être consultée : « La C.F.D.T. décide que dans la mesure où la direction ne veut pas s'engager à dissoudre la police privée à la Régie, et faire disparaître l'important service d'ordre qu'il y a autour de l'usine, nous ne pouvons participer à cette réunion. D'autre part, nous considérons que l'escalade de la violence est le résultat des sanctions et licenciements dans l'ensemble de l'usine.

Nous invitons les autres organisations syndicales présentes à se joindre à notre démarche. »

Est-il besoin de préciser que la C.F.D.T. a été seule à sortir, la C.G.T., quant à elle, ayant affirmé qu'elle était là « pour discuter des revendications du personnel » !

Correspondant L.O.

Le drame vu de Renault-Flins

A Renault-Flins, les travailleurs sont partis le vendredi soir de l'usine, sans connaître encore les événements de Billancourt. C'est par la presse et la radio qu'ils ont été mis au courant dans le week-end, du meurtre de Pierre Overney par un agent de la direction.

Lundi matin 28 février, outre les tracts des groupes révolutionnaires — dont Lutte Ouvrière *— les tracts C.G.T. et C.F.D.T. donnent la position des organisations syndicales. La C.G.T. dénonce la « provocation » des « gauchistes », et amalgame grossièrement les « gauchistes », le pouvoir, la direction. Pas un mot pour condamner le meurtre de Pierre Overney. Mais la C.F.D.T., elle aussi, tout en dénonçant* « avec fermeté » « la répression sous toutes ses formes », *éprouve le besoin dans le même temps de condamner* « ceux des militants révolutionnaires qui se lancent dans des actions ultra-minoritaires de type terroriste ». *Elle se garde bien, elle aussi, de proposer quoi que ce soit aux travailleurs pour marquer leur solidarité.*

Parmi les travailleurs, l'indignation est grande, tout d'abord devant l'assassinat lui-même. Mais aussi, beaucoup découvrent avec cet événement l'existence à la Régie de véritables « polices privées ». A Flins, la maîtrise est en général sélectionnée pour ses qualités répressives vis-à-vis des travailleurs. Nombreux sont les contremaîtres et les chefs d'atelier qui pratiquent ouvertement le « mouchardage » et ont leurs « informateurs » parmi les ouvriers. Il semble même que la Régie ait embauché des hommes spécialement pour qu'ils exercent, de l'intérieur, leur surveillance sur les ouvriers. Mais si les travailleurs étaient conscients de cette surveillance de la maîtrise, de cette ambiance policière sciemment entretenue par la direction, bien peu soupçonnaient l'existence, dans l'usine, d'une véritable « police secrète » armée. Et tous sont indignés et savent bien que vendredi 25 février c'est la Régie qui a assassiné.

Quant à la position de la C.G.T., qui n'a pas un mot pour condamner le meurtre, elle suscite chez beaucoup de travailleurs le dégoût et l'écœurement. « La C.G.T. est vendue au patron », « c'est toujours comme ça avec eux » *sont les termes les plus couramment entendus. Des tracts syndicaux, dans la semaine, tenteront de détourner l'attention sur* « l'action à poursuivre pour exiger l'ouverture de véritables négociations ». *On voit même la C.G.T. relater les petits débrayages revendicatifs qui ont lieu dans l'usine. Habituellement, il lui faut quinze jours pour en parler — quand elle en parle !*

Enfin, on voit bientôt la réaction de la direction se faire jour. La même pétition qu'à Billancourt circule parmi la maîtrise, « demandant à la direction de faire régner l'ordre à l'intérieur de l'entreprise », « estimant inadmissible que des publications telles *La Cause du Peuple* qui constituent de véritables incitations au meurtre reçoivent l'autorisation de paraître ».

Cette pétition a été présentée dans la presse comme « circulant dans les ateliers ». *Mais elle « circule » d'une façon très particulière ; c'est le chef d'atelier qui convoque l'un après l'autre dans son bureau tous les membres du personnel de maîtrise et d'encadrement, jusqu'aux règleurs. On comprend que sous la pression de leur supérieur hiérarchique, la plupart signent.*

A la fin de la semaine, des travaux ont commencé autour de l'usine : on installe un grillage tout autour du parc à cars et voitures qui lui fait face. Ainsi les cars amèneront le personnel à l'intérieur du grillage, et la direction aura tous les moyens d'empêcher la diffusion de tracts « gauchistes » aux ouvriers. Décidément, pour donner satisfaction à cette pétition « spontanée » de la maîtrise, la direction met les bouchées doubles.

Correspondant L.O.

SERVICE RÉGIONAL DE L'ÉQUIPEMENT (Région parisienne)

C.G.T. et C.F.D.T. appellent à se rendre aux obsèques

Le lundi suivant les événements de Renault, la section syndicale C.G.T. du Service régional de l'Equipement de la région parisienne se réunit pour condamner à l'unanimité des présents l'assassinat d'un jeune ouvrier par les forces de répression et pour demander des explications au Bureau national de la C.G.T. sur la position de la Confédération. La majorité, pourtant, se refuse à appeler à la manifestation prévue pour le soir même argumentant que la section ne peut pas prendre la responsabilité « d'envoyer des personnes à ce qui pourrait être un massacre ».

Mercredi midi, l'intersyndicale C.G.T. et C.F.D.T. réunit un grand nombre de syndiqués, y compris ceux qui ne participent pas habituellement aux discussions.

Ebranlés par les événements, plusieurs adhérents s'étaient dérangés de Maisons-Alfort pour l'occasion alors que la réunion se tenait rue Miollis, dans le 15e arrondissement.

Là, après avoir dénoncé les positions prises par les Confédérations, il a été décidé de la sortie d'un tract intersyndical rappelant brièvement les faits et appelant à aller tous unis aux obsèques de Pierre Overney. C'est ce qui fut réalisé. Le tract fut également signé par la section syndicale C.F.D.T. de l'I.A.U.R.P., organisme privé, dirigé par le même chef d'établissement que le Service régional de l'Equipement et situé dans des locaux voisins.

La diffusion a soulevé beaucoup de discussions parmi le personnel. Les premières réactions hostiles des adhérents C.G.T. adeptes des positions confédérales, n'ont pas tardé à se faire connaître. Certains ont menacé d'en appeler aux instances supérieures. On attend maintenant les réactions des Bureaux nationaux respectifs.

Correspondant L.O.

Les reactions en province

Incidents dans le Cher

Une manifestation improvisée s'est déroulée à VIERZON le lundi 28.

Elle comprenait plus d'une centaine de personnes dont de nombreux militants du P.S.U., de la C.F.D.T., de L.O. et d'un groupe anarchiste.

Le jour de l'enterrement :

A VIERZON il y a eu 150 personnes. La manifestation s'est déroulée sans incidents.

A BOURGES il y avait une centaine de personnes. La police a chargé dès le début sans sommation. Il y a eu plusieurs blessés de part et d'autres. Notre camarade Sornin, qui fut candidat aux élections municipales, a dû être soigné à l'hôpital pour traumatisme crânien, les flics l'ayant reconnu et s'étant acharné sur lui.

Rouen

Dès mardi, 1.500 manifestants défilèrent à Rouen, à l'appel de l'ensemble des organisations d'extrême-gauche. C'est une des plus importantes manifestations depuis longtemps.

Clermont-Ferrand

A Clermont-Ferrand, à l'appel de Lutte Ouvrière seule, un premier rassemblement de protestation, avec prise de parole et distribution de tracts eut lieu place de Jaude, en plein centre ville, dès le lundi soir qui suivit l'assassinat de Pierre Overney.

Le jour des obsèques, ce sont près de mille personnes qui ont défilé à l'appel de toutes les organisations d'extrême-gauche cette fois

Pour la ville, c'était une assistance nombreuse et même exceptionnelle pour un cortège gauchiste, et cela fut ressenti comme tel par tous.

Nantes

A Nantes, 2.000 manifestants ont défilé jeudi. Le cortège se recueillit à l'endroit où l'ouvrier Rigollet fut assassiné par les C.R.S. en 1955. Une gerbe fut alors déposée, associant dans un même hommage les deux travailleurs tués par les bandes armées du Capital.

Dijon

A l'exemple de la manifestation parisienne du lundi 28 lancée par une dizaine d'organisations, à Dijon une manifestation a été organisée le mardi 29 par une quinzaine d'organisations, notamment : Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste, le P.S.U., le P.S., et les syndicats enseignants et étudiants. La C.G.T. et la C.F.D.T. ayant été également contactées : la C.G.T. comme le P.C.F. n'a pas répondu, tandis que la C.F.D.T. refusait de s'associer à la manifestation.

Malgré les communiqués et les tracts du P.C.F. appelant à ne pas répondre à la « provocation gauchiste », 1 500 personnes environ (2 000 d'après « Les Dépêches ») ont manifesté le mardi à partir de 18 h 30 dans l'artère centrale de Dijon.

C'est une des plus importantes manifestations à Dijon depuis mai 1968, composée principalement de jeunes lycéens et d'étudiants auxquels s'étaient joints pour une fois un certain nombre de jeunes ouvriers, qui traversa la ville, aux cris de « Renault assassin », « vengeance pour Pierre Overney », « dissolution des milices privées ».

Le cortège passa devant un public composé à majorité de travailleurs et qui manifestait ouvertement son intérêt voire même sa sympathie.

Les forces de police très nombreuses choisirent, devant le climat, d'être discrètes.

Saint-Etienne

Une manifestation a été organisée samedi après-midi à l'appel de Lutte Ouvrière, de la Ligue Communiste, de l'A.J.S., du P.S.U., du Secours Rouge et des Comités de lutte lycéens.

Ce sont près de 500 personnes, portant de nombreux drapeaux rouges, qui sont parties de la Bourse du Travail derrière une immense banderole : « Nous vengerons Pierre Overney ». Le cortège s'est arrêté à plusieurs reprises pour écouter les orateurs des organisations révolutionnaires dont les discours ont été également suivis avec attention par les passants et les badauds, nombreux ce jour-là.

Orléans

Vendredi 3 mars, 700 manifestants ont défilé à travers Orléans. Après la manifestation contre la venue du général Massu, sauvagement réprimée la semaine précédente, cette fois-ci tout s'est passé sans heurts. Pas un flic n'était à l'horizon.

On n'avait jamais vu encore tant de « gauchistes » réunis pour une même cause. Seule l'A.J.S. était absente. De nombreux étudiants et lycéens y participaient mais également de jeunes travailleurs.

Quelques fascistes venus narguer sur les trottoirs, se sont sauvés d'eux-mêmes devant le nombre des manifestants.

Lyon

Samedi après-midi, 2 500 personnes ont défilé dans le centre de la ville, entre la place des Teneaux et la gare de Perrache. Cette manifestation, organisée par toutes les organisations gauchistes, avait reçu le soutien de la C.F.D.T.

Rennes

A Rennes, la manifestation de protestation contre l'assassinat de Pierre Overney a réuni environ 2.000 personnes.

Grenoble

Mercredi 1er mars, à 18 h 30, à l'appel de plusieurs organisations révolutionnaires dont le Secours Rouge, La Cause du Peuple, Vérité Rhône-Alpes, la Ligue Communiste, Lutte Ouvrière, plus de 2.000 personnes (lycéens, étudiants, travailleurs) ont manifesté dans les rues de Grenoble.

Cette manifestation qui parcourut les rues pendant plus d'une heure, fut la réplique nécessaire au crime de Renault et une démonstration de force réussie du mouvement révolutionnaire à Grenoble. Il est cependant regrettable que, contrairement à l'opinion de certains de ses militants, la fédération de l'Isère du P.S.U. n'ait pas appelé à cette manifestation. La municipalité Deubedout comprend quelques P.S.U... Electoralisme oblige !

Le samedi après-midi, jour de l'enterrement à Paris de Pierre Overney, c'est encore un millier de personnes qui ont défilé silencieusement dans les rues de la ville, malgré la pluie. L'ensemble des organisations d'extrême-gauche avaient appelé à la manifestation, P.S.U. compris cette fois.

Meeting devant les usines Peugeot, à Sochaux

Mardi 29 février, de 12 h 45 à 13 h 30, devant une des principales portes des usines, un meeting de protestation a eu lieu à l'appel de Lutte Ouvrière, du P.S.U. et des maoïstes. Autour des orateurs se sont regroupés 200 à 250 travailleurs à tour de rôle, le meeting se déroulant pendant la rentrée et la sortie des équipes.

« L'assassinat de Pierre Overney, **ont dit les orateurs,** a montré au grand jour l'existence et les agissements d'hommes de main des patrons chargés de surveiller, espionner, et intimider par tous les moyens les travailleurs ou les militants dans les entreprises. Et ce n'est pas seulement vrai chez Renault, c'est vrai pour beaucoup d'autres usines et en particulier ici, chez Peugeot, à Sochaux. »

Correspondant L.O.

Besançon

A l'appel de toutes les organisations d'extrême gauche de Besançon — Lutte Ouvrière, Ligue Communiste, P.S.U., A.J.S., les groupes maoïstes, Révolution, Front Révolution Anarchiste — auxquelles s'étaient joints l'U.L. C.F.D.T. ainsi que les étudiants socialistes, un meeting sur la place centrale de Besançon a eu lieu dès le lundi 28 février, à 18 h 30.

Devant 250 personnes, un orateur, parlant au nom de toutes les organisations participantes, dénonça les agissements de polices privées ou en casquette dans les entreprises contre les travailleurs et les militants.

Compte tenu des délais très brefs pour sa préparation, cette manifestation fut finalement encourageante.

Limoges

A Limoges, un peu moins d'une centaine de personnes se sont rassemblées dans le centre pour protester contre l'assassinat de Pierre Overney. Fait surprenant, l'A.J.S. et le P.S.U. (qui tient à son alliance avec le P.C.) refusèrent d'appeler aux côtés de Lutte Ouvrière, de l'A.M.R. et des anarchistes.

Tours

A Tours également, l'ensemble des organisations d'extrême-gauche, maoïstes, trotskystes, anarchistes et P.S.U. se sont retrouvées pour organiser une manifestation de protestation.

Ce sont environ 600 personnes qui se sont retrouvées mercredi soir pour cette manifestation.

C'est environ le double de ce que rassemblent le plus souvent les organisations « gauchistes » dans cette ville. Cette manifestation a donc été un succès, prouvant que beaucoup se sentent concernés par la risposte nécessaire contre la répression patronale et policière qui, à Billancourt, est allée jusqu'au crime.

A propos de quelques actes de vandalisme

Si les obsèques de Pierre Overney ont rassemblé des dizaines et des dizaines de milliers de personnes, et si l'ampleur et la puissance de cette démonstration ont été les traits marquants de cette journée, ceux qu'ont retenus tous les témoins et tous les observateurs, il s'est malheureusement trouvé dans cette foule quelques individus pour se livrer à des agissements non seulement indignes de la gravité du moment, mais qui ne pouvaient en outre que porter tort aux idées révolutionnaires.

Que penser, en effet, des quelques personnes qui, bombes à peinture en mains, semblaient trouver une joie profonde à souiller carrosseries de voitures et vitrines de magasin, sur le passage du cortège, quand ils n'allaient pas jusqu'à dévaliser une boutique, comme ça s'est fait notamment dans une boulangerie du 11e arrondissement ? Que penser, également, des quelques adeptes de l'homosexualité qui avaient vu dans cette foule un public à la taille de leur exhibitionnisme ? Que ce sont des irresponsables, et qu'ils sont en outre peu nombreux ? Sans doute. Mais si ces irresponsables ne sont que quelques poignées, ils risquent cependant de faire le plus grand tort au mouvement révolutionnaire. Et s'ils fréquentent les manifestations révolutionnaires, c'est aussi parce que ce mouvement révolutionnaire n'a rien fait, ou pas grand-chose, pour s'en démarquer.

Et pourtant, ces gens-là, qui confondent le vandalisme et l'action révolutionnaire, la sodomie et la liberté, nous les connaissons depuis longtemps. Ce sont les mêmes qui ont, ces dernières années, transformé les facultés en bauges, et qui lors de chaque manifestation profitent de l'anonymat de la foule, pour se défouler. Ils ne représentent pas le mouvement révolutionnaire. Mais ils représentent finalement assez bien les pires défauts du milieu petit-bourgeois dans lequel le mouvement révolutionnaire, qu'il le veuille ou non, a largement recruté. Et ce qui est grave, ce qui engage la responsabilité de ce mouvement, c'est que la plupart des organisations révolutionnaires, pour ne pas déplaire au milieu dans lequel elles recrutaient, se sont bien gardées de dénoncer ces comportements.

Aucune organisation révolutionnaire digne de ce nom ne s'est faite le chantre de la drogue, de l'homosexualité ou du vandalisme. Mais laquelle, en dehors de notre tendance, s'est souciée de prendre position contre ces pratiques, d'expliquer en quoi cela n'avait rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et de la révolution socialiste, en quoi il s'agissait au contraire de manifestations de l'individualisme et de l'esprit petit-bourgeois ?

Il ne s'agit surtout pas d'introduire dans l'extrême gauche révolutionnaire des mœurs policières, et de vouloir exclure par la force tel ou tel individu des manifestations. Mais il s'agit de dresser une barrière morale entre les militants révolutionnaires et ceux qui ne voient pas plus loin que leur nombril, de faire en sorte que ces gens là ne se sentent pas chez eux dans le mouvement révolutionnaire, s'ils n'abandonnent pas leurs pratiques et leurs attitudes.

C'est une tâche que le mouvement révolutionnaire doit à tout prix remplir s'il veut pouvoir gagner la confiance et la sympathie des plus larges couches de travailleurs. Et c'est une tâche qu'il ne pourra remplir que si toutes les tendances de ce mouvement se sentent concernées, que si toutes s'efforcent de prendre leurs distances par rapport à ces pratiques et à ces mœurs décadentes. C'est pourquoi nous nous adressons ici à toutes.

F.D.

A Chausson-Gennevilliers : les nouveaux gardiens

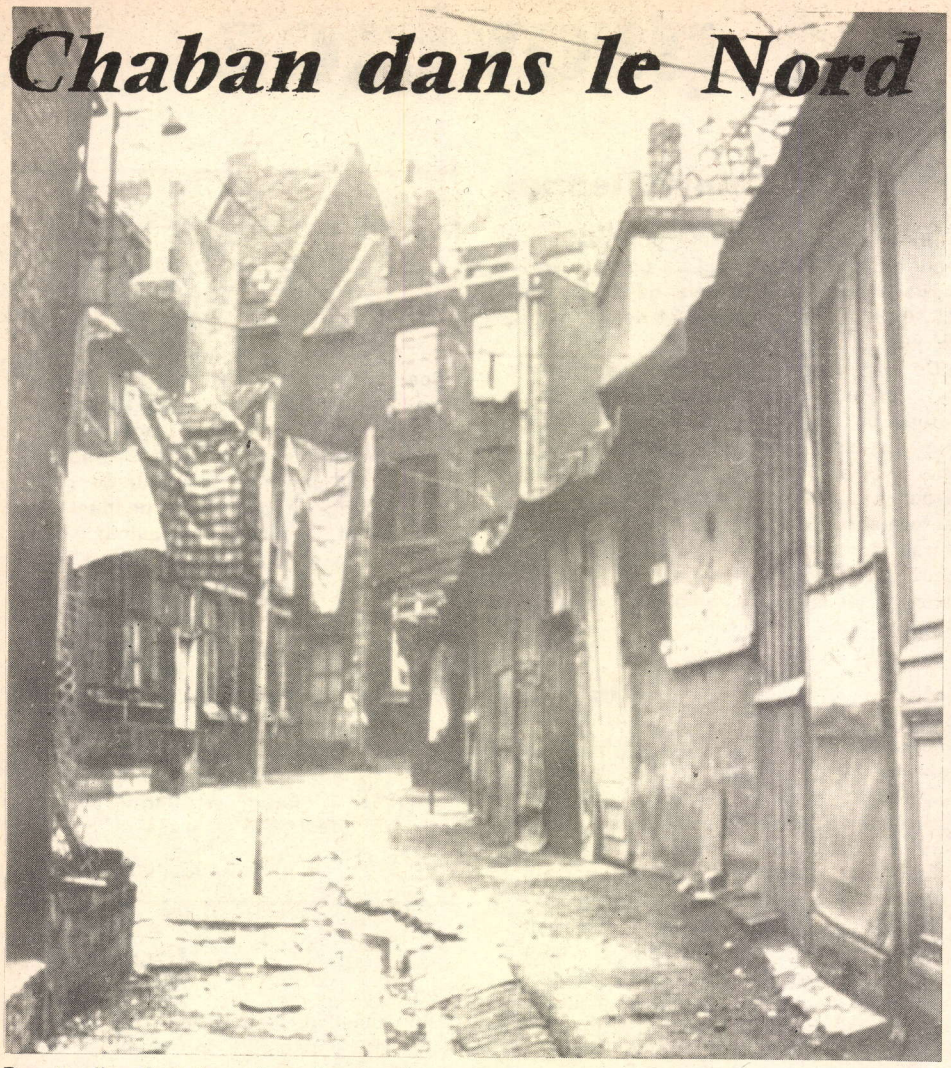
« On ne veut pas de vous ici. » « Vous n'avez rien à faire ? » « Vous ne travaillez pas ? » *C'est ainsi qu'a été accueilli un groupe de militants maoïstes venus appeler le lundi midi à manifester le soir à Charonne.*

Non, le comité d'accueil n'était pas constitué de gardiens de l'usine. Ceux qui les remplaçaient bénévolement étaient, vous l'avez deviné, les membres du P.C.F. et ses sympathisants ; certains distribuaient un tract C.G.T. Les maoïstes en répondant avec leur sono cherchaient à s'adresser aux travailleurs attirés par l'altercation. Ils expliquaient que Pierrot n'était pas un étudiant de l'Ecole Centrale mais un ouvrier, etc. Cela ne plaisait pas aux militants du P.C.F. qui cherchaient à provoquer la bagarre. Ils ont déchiré un journal des maoïstes et son vendeur a reçu un coup de poing dans la figure. Les maoïstes refusaient l'accrochage et on en est resté à ce stade. Ce qui rendait furieux les militants du P.C.F. c'est d'être traités tout comme des gardiens. Des maoïstes devaient croire d'ailleurs qu'il y en avait parmi eux et disaient : « Vous êtes solidaires du flic meurtrier de Renault ? » *Un des distributeurs de la C.G.T. voyant l'attroupement grossir à vue d'œil s'est mis à crier :* « Allez, au boulot, au boulot ! »

Décidément, les staliniens du P.C.F. ont non seulement une mentalité de gardiens de choc, mais aussi de contremaîtres. Appeler « au boulot » un quart d'heure avant la reprise, il fallait le faire, et cela a été remarqué !

Correspondant L.O.

Chaban dans le Nord



Des taudis séculaires dans l'agglomération lilloise : les présidents et les promesses passent, les courées restent. (Ph. A.F.P.)

UNE chose que personne ne conteste, c'est que notre Premier ministre soit un sportif émérite. Et sportif, il faut indéniablement l'être pour se risquer à prendre un bain de foule dans une région ouvrière quand on est le chef d'un gouvernement responsable de la vie chère, du chômage, de la misère. Sans doute Chaban n'avait guère le choix. Les élections approchent. Il est plus que temps de mettre en branle le barnum électoral de la majorité.

Courageux ou résigné ? En tout cas, notre ministre a plongé. Brrr... Comme il fallait s'y attendre, le contact fut glacial. Et comme on ne confond pas le courage et la témérité, dans les hautes sphères gouvernementales, en fait de bain de foule, ce fut surtout une trempette. Réception devant un parterre d'invités triés sur le volet, survol en hélicoptère de la zone portuaire, histoire de se dégager des contingences par trop terre à terre, visite éclair d'une « courée », sinistres bidonvilles locaux, notre Premier ministre n'a pas chômé. Ajoutons l'inévitable poignée de mains à quelques mineurs en costume de travail, le casque à lampe sur la tête pour la photo, une Marseillaise, **de-ci, de-là, une visite « secrète » de la maison natale de De Gaulle, dont toute la presse a fait état afin que chacun puisse savoir que Chaban a, hors programme, des élans de cœur que, par pudeur, il cache à la foule : tout y était.**

Mais Chaban n'était pas parti les mains vides. Il avait dans son sac... un monceau de promesses. Une usine par-ci, un projet d'étude par-là. Malheureusement, l'usine citée est connue dans la région pour pratiquer la piraterie à la prime de création d'emploi. Activité fort lucrative qui consiste à recevoir les subventions gouvernementales qui accompagnent les créations d'emplois, puis, une fois cette subvention touchée, on licencie. Malheureusement, le projet d'étude du prototype de véhicule électrique qui, selon notre Premier ministre, doit procurer des emplois dans le Nord aux ingénieurs et techniciens, a été attribué à la société Matra dont les bureaux d'études se trouvent à Vélizy (Hauts-de-Seine) qui, à ce que l'on sache, ne se trouve pas dans le Nord. Quant à la suppression des « courées », Chaban ne rompt pas avec la tradition. Il ne sera après tout, comme le faisait remarquer un journaliste, non sans une certaine malice, que le vingt-troisième chef de gouvernement à promettre leur disparition prochaine. Mais Chaban est un spécialiste, n'avait-il pas promis la disparition de tous les bidonvilles pour 1972. Il y a comme un léger retard !

Du vent, rien que du vent. Comme d'habitude, le représentant du gouvernement n'avait rien dans sa besace pour les travailleurs. Pourtant, il aurait pu être utile au moins sur un point. Expliquer à la population laborieuse des régions visitées l'art et la manière de ne pas payer d'impôts. Chaban, dans sa tournée d'illusioniste, n'a rien dans son chapeau. Mais chacun sait qu'il connait un certain nombre de trucs.

J.-P. VIAL.

DU VENT !

Pour accueillir Chaban, personne ne s'était dérangé... excepté les manifestants. (Ph. A.F.P.)

Après l'accord sur les chômeurs de plus de soixante ans, des garanties de ressources... pour certains

APRES six séances réunissant des représentants du C.N.P.F. et de divers syndicats, un accord signé le 28 février par F.O., la C.G.C., et la C.F.T.C. définit le nouveau statut du chômeur de plus de 60 ans. Seules la C.G.T. et la C.F.D.T. ont réservé leur signature, **l'Humanité** qualifiant cette négociation d'insuffisante.

Les indemnités prévues par l'accord seront calculées sur le montant des salaires perçus lors des trois derniers mois d'activité. Elles s'échelonneront de 68 % en avril 1972, date de mise en application de l'accord, à 75 % « dans un délai à définir ». Ce qui signifie en clair que nous n'en sommes même pas là pour bientôt. Du mode de calcul des indemnités supplémentaires prévues par cet accord, il ressort qu'un salarié qui gagnait 1.200 F par mois touchera environ 15 % de plus qu'avant d'indemnité de chômage, tandis que ces indemnités seront augmentées de 50 % pour un cadre qui touchait 5.000 F par mois. C'est cela la justice des patrons.

Ces indemnités étant composées pour une part de l'indemnité versée par la Caisse de chômage (somme comprise entre 226 et 348 F) et pour une autre part par les ASSEDIC (Caisse de chômage complémentaire dont les fonds sont alimentés par une cotisation sur les salaires de 0,40 % dont le cinquième est payé par les travailleurs), on voit que l'argent versé tout au long de leur vie par l'ensemble des travailleurs à ces diverses caisses bénéficie bien davantage aux couches supérieures des salariés qu'aux plus nécessiteux.

D'autres aménagements amoindrissent encore la portée des mesures prises. Citons entre autres le fait qu'il faut avoir cotisé pendant quinze années à la Sécurité sociale pour recevoir ces indemnités. Par ailleurs, elles ne seront versées qu'à partir de neuf mois si le salarié est licencié à 60 ans, six mois entre 61 et 62 et trois mois entre 62 et 64 ans. C'est seulement à partir de cet âge qu'aucun délai n'est imposé, suprême générosité du patronat de ce pays. L'accord n'est applicable qu'à partir de 60 ans, sauf, dans certains cas qui seront discutés dans les commissions paritaires, à partir de 58 ans et 4 mois. Une précision qui donne la mesure de la mesquinerie de nos dirigeants.

Plutôt que d'accorder une retraite décente à 60 ans, le patronat alloue une indemnité de chômage supplémentaire... mais dérisoire ! (Ph. Elie Kagan)

Dans le cadre de cet accord, ce sont donc principalement les cadres de 60 ans au chômage qui obtiennent une garantie supplémentaire de leurs ressources.

Il faut une bonne dose d'hypocrisie et de culot aux dirigeants du C.N.P.F. et aux plumitifs du régime pour nous présenter cela comme un geste en faveur des vieux travailleurs sans emploi, et il faut aussi une bonne dose de bassesse aux confédérations syndicales qui ont signé, de l'autre côté, cet « accord ».

Nicole BLETTRY.

Marcellin débouté

MARCELLIN a déposé cinq plaintes contre Maître Denis Langlois (auteur des Dossiers noirs de la police française) *et contre son éditeur.*

Ce livre qui retrace — en termes mesurés — des affaires bien réelles serait diffamatoire pour nos délicates « forces de l'ordre ».

Le premier procès visait l'affaire René Martin-Ponge.

Celui-ci fut arrêté pour vol. Denis Langlois écrivait : « Les policiers l'interrogèrent de telle façon qu'il avoua non seulement être l'auteur du vol, mais encore le meurtrier d'une institutrice ».

Il fallut huit mois pour l'innocenter. Pour Marcellin, ce texte est diffamatoire : ce sont les gendarmes et non les policiers qui interrogèrent Martin-Ponge !

Le ridicule ne tue plus, heureusement pour Marcellin.

En ce qui concerne le niveau de l'accusation, il suffira de dire que le substitut s'est opposé à l'audition des témoins parce que : « Nous ne sommes pas saisis du problème des violences policières. Ces témoins n'ont donc rien à voir dans ce débat » !

Mais le procès aura eu au moins le mérite de nous apprendre que Martin-Ponge a été interrogé « de telle façon », d'abord *par les gendarmes,* ensuite *par les policiers !*

Denis Langlois a été relaxé.

C'est une gifle pour Marcellin. Espérons qu'il en recevra quatre autres !

Louis BERTRAND.

Chaban Delmas et les actions "Intertechnique"

Une grande famille

NOUS publions ci-dessous des extraits d'une déclaration que M. Maillet, directeur d'Intertechnique, a fait devant les cadres de son entreprise. Il s'agissait de démentir le fait qu'Intertechnique « est entouré de relations occultes ». Mais « la camaraderie de combat » qui lie le sieur Maillet à Chaban-Delmas et Bourgès-Maunoury, les « conditions extrêmement amicales » que lui consent M. Dassault, les « conseils » que lui donne le beau-frère de l'actuel Premier ministre tissent des liens qui, s'ils ne sont pas occultes, n'en sont pas moins extrêmement étroits. Et de ce point de vue, financiers capitalistes, bourgeois et gouvernants ne forment qu'une seule et même grande famille.

Des informations parues dans un hebdomadaire ont mis en cause Intertechnique, s'efforçant de donner l'impression que nous sommes entourés d'un tissu de relations occultes. La vérité est beaucoup plus simple. Vous devez la connaître et je vais vous la dire.

Tout a commencé pendant la guerre, sous l'occupation.

Sa nouvelle société : celle des exploiteurs et des gouvernants. (Ph. A.F.P.)

La délégation en France occupée du gouvernement du général De Gaulle comportait, notamment, trois personnes : un délégué militaire national : Chaban-Delmas, un délégué militaire zone sud : Bourgès-Maunoury, un délégué civil zone sud : moi- même. Une telle camaraderie de combat crée des liens qui sont encore très forts trente ans après.

Quand, à l'initiative de Marcel Dassault, j'ai créé en 1952 Intertechnique pour remédier à certaines insuffisances de l'industrie française des équipements aéronautiques, j'ai, évidemment, tenu mes amis au courant de mes efforts. Et, c'est tout naturellement qu'alors Intertechnique ne comptait que trois personnes, dont moi-même, et était installée dans deux pièces rue Marbeuf, sous-louées à un institut de beauté en difficulté ; parmi ces trois personnes figurait la sœur de Bourgès-Maunoury, qui a travaillé à mes côtés douze heures par jour pendant les années de lancement de notre société.

C'est ainsi encore que la première personne qui est venue nous donner des conseils de gestion à temps partiel a été le beau-frère de Chaban-Delmas.

En 1958, quand, prenant des positions politiques que je désapprouvais mais dont chacun doit respecter le courage et la netteté, Bourgès-Maunoury, refusant de s'associer à la Cinquième république, s'est trouvé, du jour au lendemain, démis de toutes ses fonctions politiques, je lui ai offert un siège au conseil d'Intertechnique, ce qui n'était, à l'époque, ni un pactole ni une illustration particulière pour un ancien président du Conseil. Il a accepté.

Lorsqu'en 1959, M. Marcel Dassault a décidé, pour des raisons de structure de son groupe, de se retirer d'Intertechnique, il l'a fait dans des conditions extrêmement amicales à mon égard et dont je lui serai toujours reconnaissant, non seulement permettant à mes faibles moyens financiers d'acquérir une part substantielle du capital d'Intertechnique mais me demandant de désigner à qui céder le restant de sa participation, afin que ma liberté d'action à la tête de la société fut préservée.

Je me suis, tout naturellement, tourné vers mes amis pour leur demander de m'aider à garder cette liberté d'action.

C'est ainsi que Bourgès-Maunoury a souscrit personnellement ainsi que sa famille. Comme il était, dans l'intervalle, entré au groupe Rivaud, il a fait participer ce groupe pour une part importante au capital d'Intertechnique, donnant ainsi le soutien financier nécessaire à une société dont le chiffre d'affaires doublait tous les deux ans.

C'est ainsi également que, pour me soutenir dans la mesure de leurs moyens, Chaban-Delmas et sa famille ont souscrit au nominal ; bien entendu, leur souscription était faible mais elle contribuait à maintenir ma liberté d'action.

Je ne vois pas pour quelles raisons il aurait, quand il est devenu Premier ministre, aliéné un capital qu'il avait acquis et conservé par amitié pour moi, et qui ne représentait que 1,8 % de la société.

Quant aux insinuations calomnieuses sur les liaisons entre mes amitiés et les marchés d'Etat, ce n'est pas à vous, cadres d'Intertechnique, qui arrachez ces marchés par vos efforts, qu'il est nécessaire de dire que les règles de la compétition commerciale sont toujours respectées.

Si les règles de déontologie qui, suivant cet hebdomadaire, auraient dû conduire le Premier ministre à vendre ses actions m'échappent, par contre, je vois très bien celles qui devraient interdire à un journal de se rendre complice de fonctionnaires qui trahissent les devoirs de leur charge en communiquant des documents dont la garde leur est confiée.

Il se trouve que Chaban-Delmas a vendu ses actions. Il ne m'appartient pas de révéler sa situation personnelle ; mais je dois à la vérité de dire que les conditions dans lesquelles il a dû le faire montrent combien sont viles les attaques qui tendent à le présenter comme un homme riche.

Je soumets d'ailleurs aux juristes la question suivante : encore qu'elle n'ait jamais été cachée puisque les actions de Chaban-Delmas étaient au nominatif et qu'elles figurent sur le compte rendu des assemblées générales, si je m'étais vanté de la participation du Premier ministre dans Intertechnique, je serais tombé sous le coup de la loi sur l'utilisation des titres publics à des fins publicitaires ; quelle peine encourent ceux qui font de la publicité autour de cette participation ?

Georges Marchais à Aubervilliers

MARDI 21 février, le P.C.F. avait organisé une réunion-débat sur le programme de gouvernement démocratique d'Union Populaire, avec la présence de marque de Georges Marchais.

Il faut dire que sa venue avait été préparée par une campagne intensive plus d'un mois à l'avance. Quelques jours auparavant, Paul Laurent dédicaçait le programme, en vente promotionnelle à l'Euromarché de la porte de la Villette. Enfin, le week-end précédent, des voitures haut-parleurs sillonnaient les rues, avec, en alternance, Jean Ferrat qui chantait *Ma France* et l'annonce de la venue de Georges Marchais.

Le mardi soir, plus de 1.100 personnes se pressaient dans le gymnase Guy-Môquet. Après l'introduction, les questions commençaient, trois minutes de question, puis une heure et demie de réponse. D'autant que les questions étaient groupées par cinq, sans doute pour clarifier le débat. Questions-ronron, sauf celle d'un sympathisant communiste qui demanda si l'Union Populaire accorderait le droit de vote aux immigrés. La réponse reprit les termes nationalistes habituels du P.C.F., et conclut par « *Dans le cadre de leur statut les immigrés pourront voter* ». Qu'est-ce à dire ?

Mais le débat « démocratique » était légèrement truqué. En effet, depuis 21 h, un militant *Lutte Ouvrière*, connu à Aubervilliers, levait la main pour poser une question. Ce n'est pas que le micro ne venait pas, c'est que le micro à portée de notre camarade n'était jamais branché. A 23 h 15, excédé, un jeune se leva pour interpeller la tribune et dénoncer ces méthodes. Bon prince, Marchais intervint et, démocratiquement, demanda que le micro soit donné à ceux qui protestaient.

Et notre camarade put, après un brouhaha intense et une nouvelle intervention de Marchais, poser sa question : « *Nous sommes pour l'Union Populaire, la vraie, celle des exploités, à l'exclusion des Mitterrand. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les bienfaits de l'électoralisme, mais il faudrait au moins que la victoire de l'Union Populaire se traduise par des améliorations : les 40 heures tout de suite, pas de salaire inférieur à 1.500 F et 150 F d'augmentation pour tous comme à Renault, projet de loi interdisant le licenciement et instituant la répartition du travail entre tous. S'il y a cet engagement, nous nous engageons à faire voter pour l'Union Populaire.* »

La réponse de Marchais fut longue et détaillée. Il répondit point par point, en insistant particulièrement sur Mitterrand qu'il voulait comme allié non en tant qu'homme, mais en tant que secrétaire du P.S. Mais pour la fin, il employa cette pirouette : « *Vous êtes très modestes... Nous voulons beaucoup plus* »... Grand développement, et pour finir... « *Nous voulons pas de salaire inférieur à 1.000 F, le retour progressif, mais rapide, aux 40 heures, plus l'échelle mobile.* » Il faut le faire pour présenter 1.000 F par mois comme plus substantiel que 1.500 F ! Mais Marchais précisa : « *Je tiens à vous le dire, l'union avec vous, jamais* », ce qui déclencha les applaudissements frénétiques des militants du P.C. Et il conclut sur cette phrase : « *Nous vous combattrons jusqu'à ce que nous vous ayons repris le dernier jeune que vous influencez.* » Bon courage, Monsieur Marchais, on verra dans quel sens iront les travailleurs et les jeunes.

Correspondant L.O.

A Aubervilliers, un débat « démocratique » légèrement truqué. (Ph. Gamma)

Paris pour

PARIS se transforme. Un peu partout, de vieux immeubles, voire des quartiers entiers sont rasés, remplacés par de grands ensembles.

Si personne ne peut regretter que des taudis délabrés, insalubres, parfois sans eau ni électricité, sans les conditions minimums d'hygiène, disparaissent, personne sauf les nantis et les promoteurs ne peut se réjouir de l'actuelle rénovation de Paris. Celle-ci, loin de résoudre le problème du logement qui se pose à des milliers de travailleurs parisiens, ne fait que l'aggraver.

En effet, dans la construction et la rénovation immobilière, non seulement la priorité n'est pas donnée aux logements (chaque année, 2.000 logements sont transformés en bureaux) mais, de plus, les travailleurs sont en fait chassés de Paris par les prix exorbitants des loyers.

Les immeubles neufs sont désormais en majorité construits par des sociétés privées sans participation de l'Etat ; ces immeubles doivent être rentables pour les constructeurs. Alors, lorsqu'on ne construit pas des bureaux, on construit des logements confortables, voire de grand standing, chers et réservés à une clientèle aisée. Parce que le prix du terrain est très cher à Paris et que l'aide de l'Etat est insuffisante, l'Office de H.L.M. et les sociétés d'économie mixte construisent hors de la capitale. Entre 1965 et 1970, sur 65.565 nouveaux logements dans Paris, 8.994 seulement étaient des H.L.M., 6.424 des logements construits par des sociétés d'économie mixte ou conventionnées, le reste étant des logements de standing.

Ainsi, la très grande majorité des travailleurs chassés des vieux quartiers ne peuvent avoir accès aux logements neufs de Paris. Bien peu trouveront un appartement abor-

La tour Montparnasse, la "bonne affaire"

IL y eut d'abord les premières tours du quartier de la Défense (à Puteaux) qui se multiplièrent rapidement : « l'urbanisme français faisait enfin sa révolution », clamaient et clament toujours les constructeurs à l'unisson du ministère de l'Equipement et du Logement. Puis ce fut la tour Zamanski, de 90 mètres de hauteur, construite dans l'enceinte de la nouvelle faculté de Jussieu, sous l'égide d'André Malraux, alors ministre des Affaires culturelles, qui la voulait comme un « oriflamme » au-dessus des toits gris de la capitale ! Que cette silhouette anachronique plaise ou ne plaise pas, de toute façon personne n'eut son mot à dire à son sujet, hormis les ministres et les constructeurs. Aujourd'hui, les constructions en hauteur grignotent le cœur même de Paris, témoin la nouvelle tour Maine-Montparnasse qui grimpe rapidement et comptera, une fois terminée, plus de 200 mètres de hauteur et cinquante-six étages.

La loi ? une bagatelle !

Sans discuter architecture, sans polémiquer sur le bien fondé ou non de constructions modernes dans le vieux Paris, il faut quand même souligner certains faits. A Paris, théoriquement, la construction d'immeubles de hauteur est réglementée : 27 mètres dans le centre historique, 31 mètres à l'intérieur de l'enceinte des fermiers généraux et 37 mètres à la périphérie. Correctement inscrite dans les dossiers de l'Administration, cette réglementation n'est guère respectée. On peut même dire qu'elle est allègrement piétinée, et que passe-droits et dérogations sont toujours accordés. L'Administration ne possède aucun plan d'ensemble pour les constructions de grande hauteur à Paris et, si elle en a jamais eu un, il a fait long feu devant la rapacité des constructeurs-promoteurs qui s'exerce au détriment des quelques rares terrains libres de construction dans la capitale. Et la nouvelle commission constituée en juillet 1971 par le Conseil de Paris, dite « des immeubles de grande hauteur », sera elle aussi, sitôt née, sitôt paralysée, comme le sont l'Administration, la Commission des Sites, ou les services de l'urbanisme de la Préfecture. Aux puissances d'argent rien ne résiste, surtout pas une législation qu'elles se font un jeu de tourner. Et, bien sûr, au détriment du site, des espaces verts, des immeubles d'habitation, bref au détriment des conditions de logement et de vie de la population. Et c'est ainsi qu'à Paris qui, avec 325 habitants à l'hectare, est l'une des villes les plus denses du monde, une centaine de tours sont en construction ou à construire, réparties dans à peu près tous les quartiers (Italie, Front de Seine, XIX^{e}, XX^{e}, XIV^{e}, etc.), faisant croître démesurément la densité de population diurne dans une ville déjà en train de s'asphyxier. A titre d'exemple, une fois terminée sa rénovation, le quartier Italie aura une densité de 600 habitants à l'hectare, dans la journée !

Une occasion à saisir...

Pour toutes ces opérations, les permis de construire s'obtiennent rapidement, sans problèmes. A l'emplacement de l'énorme chantier actuel du Maine-Montparnasse (qui doit durer trois ans), il avait été initialement prévu la réalisation d'espaces verts sur les deux hectares libérés par la destruction de l'ancienne gare. Aux yeux des grosses sociétés de construction et de promotion, un tel projet ne pouvait que représenter un gâchis effroyable, une opération non rentable, une occasion ratée de « se faire beaucoup d'argent » sous prétexte d'offrir un peu plus de chlorophylle aux Parisiens ! Quand on a les moyens, que l'on est influent et que l'on a, si possible, quelque proche du gouvernement parmi ses relations, rien n'est plus facile que d'obtenir une dérogation et un permis de construire : les deux hectares appartenant à la S.N.C.F. et à la ville de Paris furent acquis par une société civile immobilière, la SOTOMA 1, constituée pour l'occasion et regroupant parmi ses actionnaires treize parmi les plus grosses compagnies d'assurances privées, et neuf grosses banques privées. Elles firent toutes, soyons-en sûr, une bonne affaire ce jour-là ! Et c'est ainsi qu'un ensemble immobilier véritablement monstrueux s'édifie au cœur de Paris : outre la tour de 200 mètres de haut dans laquelle travailleront 8.000 personnes, se construiront des grands magasins, des immeubles commerciaux, etc., qui abriteront au total jusqu'à 30.000 personnes aux heures de pointe, soit une population équivalente à celle de la ville de Chartres !

...et aussi des millions

Pour les constructeurs-promoteurs de l'opération, c'est en effet, une excellente opération financière et spéculative : les demandes en bureaux parisiens de la part d'importantes sociétés, sont inépuisables. Pour toute société d'une certaine importance et qui se respecte, c'est une question de standing que de posséder pignon sur rue dans un quartier élégant de Paris, et comme les Champs-Elysées ne sont pas extensibles à l'infini, le quartier Maine-Montparnasse se prépare à prendre la relève. Dans cette situation, plus on construit haut, plus on a de surface à vendre, plus on réalise de profit. Dans la tour Maine-Montparnasse, vingt-cinq sociétés se partageront ses quelque 112.000 m2, neuf étages ont déjà été retenus par une seule d'entre elles, tandis que 70 % des surfaces de l'ensemble de l'opération ont déjà été souscrites par de nombreuses sociétés. Pour le prestige, on ne regarde pas au prix : le deuxième étage de la tour vaut, hors T.V.A., plus de 755 millions d'A.F., le quarante-quatrième étage, pour sa part, vaut, toujours hors T.V.A., près de 1.000 millions d'A.F. ! Ces chiffres étaient donnés en avril 1971, depuis ils n'ont pu qu'augmenter. On comprend alors pourquoi les espaces verts prévus originellement à cet emplacement étaient peu du goût des promoteurs, banques, compagnies diverses qui sont partie prenante dans la construction de cet ensemble immobilier. On comprend aussi pourquoi tous ces organismes préfèrent investir dans des immeubles destinés à de grosses sociétés que dans des immeubles d'habitation locative...

D'après les règlements, aucun immeuble dans Paris ne doit dépasser 27 mètres... mais les promoteurs obtiennent toutes les dérogations nécessaires.

Aux dépens de la population

Et les ravages de cette folle course au profit pour laquelle l'immobilier représente en ce moment un vrai « Mexique », sont considérables. Sans parler des effets sur le site de cette tour de 200 mètres qui va se dresser au bout de la rue de Rennes, il a été calculé que son ombre, une fois la construction terminée, s'étendrait bien au-delà de l'église St-Sulpice, presque jusqu'à la Seine, privant ainsi quotidiennement de soleil, des milliers de Parisiens. D'autre part, la concentration de 30.000 personnes venant chaque jour travailler à Montparnasse constitue un véritable défi au bon sens : les métros déjà surchargés, les trains eux aussi bondés au détriment de la sécurité, les rues embouteillées au point qu'actuellement il faut au minimum 45 minutes aux heures de pointe pour faire moins de 2 kilomètres dans ce quartier, le stationnement des voitures qui tient du tour de force, tout en étant le paradis des contractuels, etc., autant de problèmes décuplés par l'ensemble Maine-Montparnasse et qui feront des déplacements et même de la vie dans ce secteur de la capitale un véritable enfer. Mais qu'importe ! répondront les constructeurs, on élève du béton, et il se vend plus vite qu'il ne prend ! Et puis, on fait un petit quelque chose : 2.000 places de parkings seront construites dans le cadre de l'opération ! Tout juste de quoi satisfaire quelques P.D.G. ou équivalents, d'autant plus qu'elles seront vendues 3 millions d'A.F. chacune (hors T.V.A.) et par lot de 20 places minimum ! Par ailleurs, on dresse de grands projets : pour rallier la tour au boulevard périphérique, une radiale de 45 mètres de large envisagée à l'emplacement de la rue « Vercingétorix » sera construite. Ce qu'il en coûtera aux habitants du quartier déjà éprouvés par de nombreuses expulsions, les répercussions du flot de voitures supplémentaires qui viendra se déverser au cœur de Paris, autant de questions que tous s'accordent à laisser sans réponse.

L'urbanisme, l'architecture, la construction, est un art, vous diront tous les magnats de l'immobilier. Oui, un art, mais l'art de gagner beaucoup d'argent au détriment de toute logique, dans une anarchie démente, avec une volonté effrénée d'entasser toujours plus de profits, sans aucun souci des dramatiques implications sociales que cela peut avoir.

L.P.

les riches

able dans les anciens immeubles car, là encore, la spéulation immobilière fait monter les prix.

C'est donc vers la banlieue que les travailleurs doivent e tourner, avec la plupart du temps la perspective d'un mps de transport plus long, d'une fatigue accrue.

De 1954 à 1968, les quartiers à majorité ouvrière ont praquement disparu. Entre 1954 et 1968 toujours, le XIII[e], XV[e], le XIX[e] et le XX[e] arrondissements ont perdu 7 à % de travailleurs et gagné 7 à 8 % de cadres moyens, cadres supérieurs et de membres des professions libéles. Et, depuis 1968, ce phénomène s'est accentué.

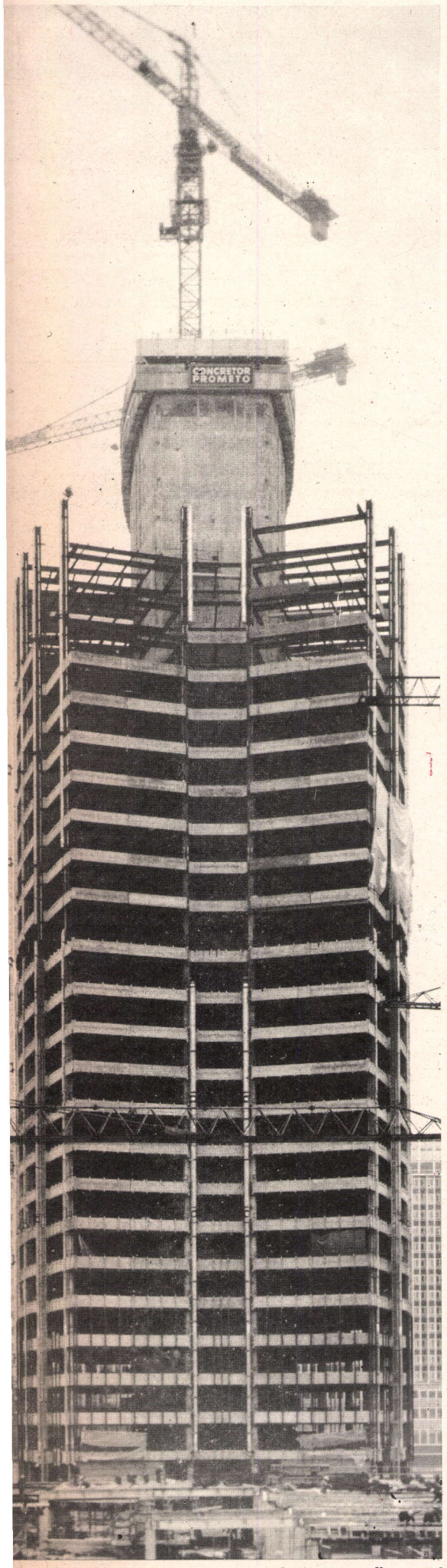
Les catégories aisées ont donc tendance à se concener dans Paris, tandis que les travailleurs sont refoulés rs la banlieue. Quant aux plus mal logés, aux plus déunis ; ceux dont le revenu est jugé insuffisant pour obnir une H.L.M., ils n'ont plus qu'à s'entasser dans les vieux quartiers promis à la destruction où ils paieront pour une chambre misérable... plus qu'un loyer de H.L.M.

Et pendant ce temps, pendant que des milliers de travailleurs, de mal logés font les frais de la crise du logement, des dizaines de milliers d'appartements sont « gelés ». A Paris, actuellement, environ 35.500 logements sont des résidences secondaires de bourgeois de banlieue ou de province. De plus, 50.200 logements sont vacants. Il s'agit là d'appartements neufs pas encore vendus ou loués, ou de logements anciens en train d'être rénovés.

Derrière la façade d'un Paris qui se transforme, il y a la sombre réalité de l'enrichissement spectaculaire de quelques-uns, de l'expulsion et de la déportation des autres, des travailleurs, vers de lointaines banlieues sans transport, sans équipement.

Henriette MONTHEY.

A vendre, crédit sur vingt ans. (Ph. L.O.)



œuvre d'art : l'art de gagner beaucoup d'argent !

Urbanisme sauvage ou urbanisme socialiste ?

Il y a un argent fou à gagner en ce moment dans la construction », disent, à qui veut les entendre, promoteurs, constructeurs et autres requins du bâtiment, avec la bénédiction du gouvernement en la personne de Chalandon, ministre de l'Equipement et du Logement. Et comme il s'agit de construire n'importe quoi, n'importe comment, n'importe où, pourvu qu'il y ait de « l'argent à faire », les « plans d'aménagement du territoire », « schémas directeurs », interdictions de construire, plans de protection des sites, etc., comptent bien peu. Modifiés, effacés, transformés, ils ne représentent qu'un pauvre frein mis à l'avidité des constructeurs. D'autant plus que le gouvernement, en bon gouvernement bourgeois qu'il est, prête toujours une oreille bienveillante aux desiderata et aux projets des magnats de la banque ou de la construction qui envisagent une « bonne affaire ».

Des dortoirs et des taudis...

Et c'est ainsi que l'on voit fleurir dans des villes en train de s'asphyxier, des tours devant abriter des dizaines de milliers de gens. Des « villes nouvelles » et de grands ensembles sordides s'implantent à la périphérie de métropoles régionales déjà surchargées. De « nouveaux villages » s'édifient dans des sites entièrement dépourvus de moyens de transport et autres services. Il faudra attendra un an, deux ans ou plus, pour qu'une qu'une grande surface commerçante estime avoir assez de clients sur place pour réaliser une opération intéressante en venant s'y installer. C'est ainsi aussi que, pour construire des ports de plaisance ou des stations de sports d'hiver huppés, l'Etat investit des milliards (pris dans la poche des contribuables) pour équiper des terrains qui seront ensuite cédés à bas prix aux constructeurs.

...qui rapportent aux promoteurs...

Bref, en régime capitaliste, urbanisme signifie uniquement course à des profits monstrueux pour une poignée, et anarchie, pollution, destruction de la nature pour l'ensemble de la société. Et tant que le moteur de la société restera le profit, tant que la bourgeoisie gardera en main les rênes de la société, une telle situation ne pourra qu'aller en s'aggravant.

Bien au contraire, une société enfin humaine, où la spéculation foncière et immobilière n'existera plus, soucieuse non plus de satisfaire l'âpreté aux bénéfices d'une poignée de nantis, mais d'assurer le bien-être de tous, en un mot, une société socialiste, s'attacherait immédiatement à modifier l'ensemble des conditions de vie quotidiennes de ses membres et donc parmi bien d'autres choses, à concevoir et à réaliser un urbanisme capable de permettre l'épanouissement physique, moral et intellectuel de tous.

...ou des cités répondant aux besoins des travailleurs !

Sans vouloir faire de la science-fiction en tentant de décrire précisément les cités, les loisirs, les modes d'habitat, l'organisation sociale de la vie de demain, il est possible dès maintenant de savoir quel sera le fil conducteur qui guidera les urbanistes et architectes, l'esprit dans lequel ils travailleront, la perspective dans laquelle ils s'engageront.

A l'heure actuelle, avec l'argent, domine, en matière de construction et d'urbanisme comme dans tous les autres domaines, un immense mépris de la population travailleuse et de ses conditions de vie. On l'entasse dans des H.L.M. qui, avec le temps, se transforment rapidement en taudis, dans des transports en commun plus vétustes que des wagons à bestiaux ; on détruit bien souvent des sites pour y construire des résidences luxueuses sans que personne n'ait son mot à dire ; considérés comme uniquement bons à suer du profit, les travailleurs n'ont jamais accès qu'à des équipements sociaux inférieurs en qualité comme en quantité ; et l'on pourrait multiplier les exemples.

Un environnement naturel plus humain

Avec l'avènement d'une société socialiste, qui mettra au-dessus de tout le respect de la personne humaine, du travailleur et de ses besoins, une telle situation disparaîtra. En fonction de leurs besoins et non du profit, les hommes s'attacheront à transformer radicalement tant les actuelles villes monstrueuses et étouffantes que l'environnement naturel, saccagé, détruit par des constructions envahissantes, pollué par les industries. Ils auront à cœur de recréer les espaces verts naturels qui disparaissent actuellement, jusqu'à des centaines de kilomètres à la ronde des grandes concentrations urbaines. Soucieux de permettre à la nature de reprendre ses droits, ils permettront à la flore et à la faune naturelle, que des siècles de barbarie et d'anarchie capitaliste ont fait disparaître un peu partout dans le monde, de se développer à nouveau. Il n'y aura plus de forêts rasées en dépit du bon sens pour que l'on bâtisse, de montagnes hérissées de constructions pour riches oisifs, de côtes bardées de murs de béton et de fil de fer barbelé. Et si la destruction de la nature est, dans certaines parties du globe, probablement définitive, partout où cela sera possible, les hommes s'attacheront à recréer l'environnement naturel indispensable à leur épanouissement, tandis que les grandes cultures industrialisées, comme les industries, seront concentrées dans quelques régions réservées.

Des centres urbains enfin vivables

Quant aux villes, à l'heure actuelle, elles sont devenues de véritables jungles où vivent et travaillent comme des fourmis jusqu'à quelques millions d'individus pour les plus grandes. Cet état de choses aberrant devra laisser place à des cités nouvelles, à des concentrations urbaines moins monstrueuses, d'une taille suffisante pour créer une vie sociale très riche mais non écrasantes pour chacun comme pour tous, ainsi que c'est le cas aujourd'hui. Elles s'implanteront en pleine nature, là où les hommes trouveront agréable de vivre. Quant aux liaisons interurbaines, les progrès techniques en matière de transport trouveront, enfin, leur application utile, quotidienne et efficace, pour les rendre faciles.

Mais tant que le profit passera avant la vie des hommes et ses besoins, tant que les rênes de la société universelle resteront entre les mains des capitalistes, nous ne pourrons qu'aller vers une plus grande anarchie, en matière d'urbanisme comme en d'autres domaines. Plus de mers et de rivières polluées, plus de forêts détruites, plus d'espèces animales et végétales disparues, et puis l'urbanisme des abris anti-atomiques (comme cela est déjà courant dans plusieurs pays) en attendant celui des ruines atomiques, tel est l'avenir que réserve à l'humanité la barbarie capitaliste.

L. PLAIN.

LE MEURTRE COMMIS DEVANT RENAULT

LA VISITE DE NIXON A PÉKIN

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

A l'heure où nous mettions en page, deux journaux, Rouge **et** La Cause du Peuple, **faisaient état de l'événement, sous la forme de numéros spéciaux.**

Rouge **titre** « Flics fascistes, patrons assassins » **et, sous la plume de Charles Michaloux, écrit :**

Au moment où tous les réformistes assurent que Mai 1968 ne perturbera plus jamais leurs rêves électoraux ; au moment où les nostalgiques de Vichy se prennent à espérer que « Travail, Famille, Patrie » redevienne la devise d'un troupeau de travailleurs soumis et dociles, il est bon de rappeler à tous ces prétendants aux ministères que la classe ouvrière possède des moyens efficaces de leur barrer la route.

L'assassinat de Renault survient en effet dramatiquement pour montrer une fois de plus d'où vient la violence et qui sont les véritables « casseurs ».

Les directions staliniennes prêchent le pacifisme envers la bourgeoisie, dans le même temps où elles pratiquent la violence dans le mouvement ouvrier.

Elles promettent un gouvernement qui « démocratisera » et « épurera » la police et l'armée comme si on pouvait cuire l'agneau à petit feu pour qu'il ne s'en aperçoive pas.

Au contraire, par l'armement des travailleurs, un gouvernement des travailleurs se prémunira contre les tentatives de résistance des exploiteurs dépossédés, épaulés par le capitalisme mondial. Laisser les armes à la police et à l'armée de la bourgeoisie relève du suicide. Les leçons des coups d'Etat militaires en Espagne, en Grèce, en Indonésie, plus récemment en Bolivie en portent témoignage. Il est toujours trop tard lorsqu'on se prend à regretter et à dénoncer le manque de loyauté des généraux. Un gouvernement des travailleurs doit s'appuyer sur les comités de soldats alliés des travailleurs. Il commencera par désarmer la police, dissoudre les corps spéciaux, détruire les groupes fascistes. Il ne pourra le faire par la persuasion verbale, mais en se montrant fort et résolu, c'est-à-dire en développant l'armement des travailleurs organisés en milice populaire, incarnation de la nouvelle légalité.

Ce sont les comités de grève élus et révocables qui préparent les comités d'usines et les conseils ouvriers, les piquets d'auto-défense qui constituent les premiers détachements de la future milice ouvrière.

Pierre Overney, ouvrier maoïste, était militant d'une organisation dont bien des divergences nous séparent.

C'était pourtant un des nôtres et sa mort vient s'ajouter au lourd tribut que le prolétariat international a déjà payé pour son émancipation. Les crimes de la bourgeoisie ne seront jamais oubliés par les travailleurs. Elle devra payer sa dette, intégralement.

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

Front Rouge **(24 février) expose la position générale des maoïstes sous le titre :** « Nixon à Pékin - Nixon à genoux ».

Nixon est à Pékin... Depuis des années, l'impérialisme américain a redoublé d'efforts pour abattre la Chine Rouge... en vain. Harcelé par les peuples d'Indochine, miné aux U.S.A. mêmes par les luttes contre la guerre du Vietnam et ses conséquences, enlisé dans la crise mondiale monétaire et économique, l'impérialisme U.S. connaît le goût de la défaite. C'est dans ces conditions que Nixon mendie la permission de venir à Pékin ; il n'a certes pas renoncé à anéantir la Chine Rouge, mais sans doute espère-t-il trouver à Pékin une solution momentanée à ses difficultés en Asie du Sud-Est... et secondairement un prestige électoral pour les prochaines présidentielles. S'il veut venir, qu'il vienne, telle est l'attitude du gouvernement chinois, qui ne se fait aucune illusion sur les résultats du voyage. Mais voir Nixon à genoux devant son vieil ennemi la Chine Rouge, c'est déjà une grande victoire.

Mais, d'autre part :

Sur les objectifs du gouvernement chinois toutes sortes d'inventions circulent qui se ramènent à une seule : la Chine est devenue une superpuissance.

Front Rouge **tente de réfuter que le rôle de la Chine soit devenu analogue à celui de l'U.R.S.S., et conclut :**

Diviser, affaiblir le camp de l'ennemi, voilà un des aspects de la politique diplomatique de la Chine. Nous en voyons les résultats, même avant le voyage de Nixon : rien que l'annonce du voyage a semé une belle panique dans le camp américain, inquiétude des fantoches, méfiance vis-à-vis de l'impérialisme U.S. ; Tchang Kai-Chek voit sa fin si proche qu'il parle de démissionner. Quant à Sato, il manœuvre de plus en plus pour le propre compte du Japon, au Vietnam, en Sibérie avec l'U.R.S.S... Donc loin de voir ses affaires s'arranger, comme veulent le faire croire les révisionnistes, Nixon risque fort de quitter Pékin en plus mauvaise posture qu'à son arrivée.

la cause du peuple

N° 6 - Lundi 28 Juin — Nouvelle série bimensuelle — 2 F

J'ACCUSE

La Cause du Peuple - J'accuse **publie une déclaration des parents de Pierre Overney, un récit détaillé des événements de Billancourt et titre** « Halte au fascisme ! ».

Dans un appel du « Comité de lutte Renault », **on peut lire les lignes suivantes :**

On assassine à Renault. Le chef de la police privée de la Régie tire de sang-froid sur un ouvrier. Tout le monde peut vérifier qu'il ne s'agit pas de légitime défense. Pour tout notre peuple, cette idée s'impose : la répression, le fascisme vient de franchir un pas décisif.

Un chef de la sécurité dans une usine nationalisée, c'est un subordonné qui reçoit des consignes précises. Il ne s'agit pas d'un énervé, mais d'une décision froide **de taper dans le tas.**

. . . . . .

Nous, ouvriers du Comité de lutte Renault, appelons tous nos camarades de Billancourt et tous nos camarades des autres usines à imposer la dissolution de la police privée, de la « volante » de la Régie.

ON NE TRAVAILLERA PAS UN PISTOLET DANS LE DOS !

OUVRIERS DE RENAULT !

Nous exigeons que Dreyfus s'explique, rende des comptes sur l'existence d'une force armée dans les usines qu'il dirige.

OUVRIERS DE RENAULT !

Nous nous opposons à tout licenciement des ouvriers de l'usine qui, après l'assassinat de Pierre, ont frappé les fascistes de la maîtrise.

Après ce qui s'est passé, c'est le bon sens qui impose ces mots d'ordre : il faut être Dreyfus ou Marchais pour s'y opposer.

Le combat sera rude, mais nous sommes le nombre, la justice et la liberté.

OUVRIERS DE RENAULT ! A TOUS LES OUVRIERS DE FRANCE, NOUS DISONS :

Un assassinat, froidement décidé, froidement exécuté, s'est déroulé devant des milliers d'ouvriers qui sortaient du travail.

Nous appelons tous les ouvriers de France, syndicalistes ou non, et nous disons :

Surmontons nos divergences : que la riposte soit unanime.

Nous appelons les Français et les immigrés : Pierre a scellé de son sang notre unité. Il a été tué pendant qu'il appelait à la manifestation anti-fasciste de Charonne.

Nous appellons la jeunesse de France, les jeunes qui, vendredi, manifestaient à Charonne aux cris de « De Renault à Barbès, le fascisme ne passera pas », les jeunes qui veulent lutter aux côtés des ouvriers, qui veulent se mettre à l'école de nos luttes.

Nous appelons tous ceux qui dans leur terre ou dans une échope résistent à la mort lente que le pouvoir inflige aux petits paysans, aux petits commerçants.

Nous appelons tous les antifascistes, tous les démocrates de ce pays à soutenir la riposte des ouvriers de Renault. Notre peuple a toujours su se lever contre l'injustice et pour la liberté !

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Informations Ouvrières **du 23 février intitule son article** « Le commis-voyageur de la contre-révolution à Pékin ».

L'émergence de la Chine populaire comme « grande puissance » est une conséquence du développement de la lutte internationale de la classe ouvrière. Elle est la conséquence de la révolution sociale qui en Chine a mis fin à la domination de l'impérialisme, au pouvoir de la bourgeoisie nationale, à la propriété privée des moyens de production, révolution qui n'a pu triompher qu'appuyée sur le mouvement en avant de la lutte internationale des travailleurs, interdisant à l'impérialisme d'en finir avec la révolution chinoise par une guerre contre-révolutionnaire.

Dans cette mesure, le voyage de Nixon n'est pas l'aboutissement des plans de l'impérialisme. Pas plus que ses interlocuteurs — effrayés comme des apprentis sorciers des conséquences de la « révolution culturelle » qu'ils avaient déclenchée —, il ne maîtrise les lois de l'histoire, c'est-à-dire les forces sociales qui sont en jeu. Les toasts portés à Pékin n'abolissent pas les secousses de plus en plus répétées qui secouent toute l'économie capitaliste et qui contraignent les Etats-Unis à une âpre lutte pour la défense de leurs propres intérêts, n'annulent pas le fait que Nixon a dû rechercher un compromis face aux dockers qu'il voulait écraser, ne diminue en rien la signification de la grève des mineurs de Grande-Bretagne. C'est dans un contexte dominé par le fait que l'impérialisme n'a pu nulle part « régler son compte » à la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et, partant, n'a pu établir les conditions politiques d'une offensive contre-révolutionnaire mondiale, que se situe le voyage de Nixon.

Toutefois, il reste à analyser le compromis qui se dessine entre la Chine et les U.S.A. :

Etre une « garantie » de l'ordre dont Nixon est le représentant : c'est cela que la bureaucratie chinoise peut offrir. Et elle a déjà donné des gages : le contenu de l'accord qu'elle recherche avec l'impérialisme a été défini par sa politique criminelle en Indonésie, par son soutien au bourreau réactionnaire Yahia Khan comme au régime corrompu de Ceylan.

Le voyage de Nixon à Pékin a lieu au moment où le prolétariat mondial, de Madrid à Varsovie, de Londres à l'Afrique, se mobilise pour imposer ses propres solutions.

C'est à partir de là qu'il faudra revenir sur le sens du voyage de Nixon et sur la politique de la bureaucratie du Kremlin, comme sur celle de la bureaucratie chinoise.

échos des entreprises

MÉTHODES CITROEN

agression à Nanterre

● *CITROEN*

Au début du mois de février, un délégué C.G.T. de Citroën Nanterre a reçu la visite sur son poste de travail d'un individu bien connu dans l'usine comme homme de main de la C.F.T. qui est venu le menacer, un outil perforant à la main. Bien entendu, la maîtrise, consentante, s'est contentée de détourner les yeux. Le lendemain, le même délégué a été harcelé toujours dans son propre atelier et sur son poste de travail par un commando de huit nervis C.F.T. ; là encore la maîtrise a laissé faire.

Car, la maîtrise et la C.F.T. s'entendent comme larrons en foire pour servir Citroën, menacer et tenter d'intimider les travailleurs et spécialement les militants syndicalistes.

Cette racaille se croit tout permis ; les matraqueurs circulent librement en bande, viennent faire leurs mauvais coups tout à fait ouvertement.

Pourtant, menacer avec arme à l'appui une personne, cela porte un nom et c'est, en théorie, réprimé par la loi : c'est du gangstérisme.

SÉCURITÉ, CONDITIONS DE TRAVAIL

notre sécurité avant tout

● *SAFT (Bordeaux)*

Il existe dans l'atelier 15, une machine infernale, paraît-il provisoire, surnommée « bobineuse »... Y travailler neuf heures par jour relève de l'exploit.

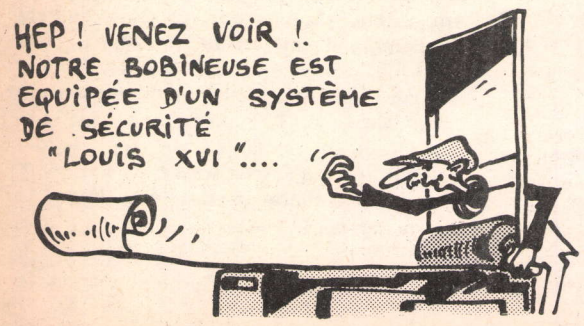
Cette machine infernale embobine le feuillard sur de grandes galettes. Si le feuillard, à l'entrée du calibre, dépasse l'épaisseur voulue, il casse... Comme il n'y a aucun frein pour le retenir, ce feuillard, extrêmement coupant et rendu fou par la vitesse, risque de blesser grièvement l'ouvrière qui travaille à cette machine.

D'autre part, la nouvelle commande de mise en marche est une pédale mobile posée à terre et qui est ultra-sensible.

Il suffit qu'un travailleur vienne demander un renseignement, bouscule la pédale et la mise en route s'effectue.

Imaginez la suite si l'ouvrière est en train de réajuster son feuillard.

Il est inadmissible de travailler dans de pareilles conditions d'insécurité.



pont croulant

● *RENAULT (Billancourt)*

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, les morceaux du pont roulant 1176 qui encombrent une allée du 77 ne sont pas destinés à la ferraille. On en coupe juste 1 m 50 dans le milieu afin de pouvoir le monter dans une autre travée. Cela peut nous surprendre mais le pont, lui, il en a vu d'autres.

En septembre 1967, le département 12 le trouvant vétuste s'en était séparé et il s'était retrouvé au 37 où on avait été obligé de lui rogner les extrémités pour le placer dans une travée moins large que celle d'origine.

Là, il s'est payé quelques années de repos dans un coin, les pontiers du 37 n'osant pas s'en servir.

Fort de cette expérience, le bureau d'études serait, paraît-il, sur un projet de pont télescopique.

un P.D.G. peut-il mourir de silicose ?

● *CREUSOT (Loire)*

Au laminoir Breuil, à côté du blooming, persistent de curieuses méthodes archaïques. Lorsque les barres sont laminées et qu'elles doivent refroidir lentement, on les recouvre de sable. La direction n'a trouvé comme seul système que d'accrocher une vieille pelle mécanique qui prend le sable et le déverse brutalement sur les barres.

Résultat : la poussière vole dans tout l'atelier et pendant plusieurs minutes nos camarades chargés de l'opération et tous ceux qui travaillent à côté sont littéralement plongés dans un nuage de poussière.

Voir encore cela au XX° siècle montre bien le mépris que la direction a pour les travailleurs.

l'enfer

Au secteur de Décochage, à Fonderie d'acier, les conditions de travail sont épouvantables. C'est un véritable nuage de poussière de sable brûlé que nos camarades doivent supporter en travaillant. Au milieu d'un amas indescriptible de ferraille, de pointes, de châssis et de pièces encore chaudes, nos camarades déterrent et trient les parties métalliques, au risque de se planter à tout instant des bouts de ferraille dans le pied ou dans la main. Et pourtant, ce travail de triage pourrait se faire à l'aide d'électro-aimant.

Aussi, il est inadmissible qu'aujourd'hui des êtres humains en soient encore à effectuer de tels travaux. Que la direction modernise ses chantiers : c'est son devoir. A nous de l'exiger.

CEUX QUI CROIENT A LA PUBLICITÉ

une publicité de mauvais goût

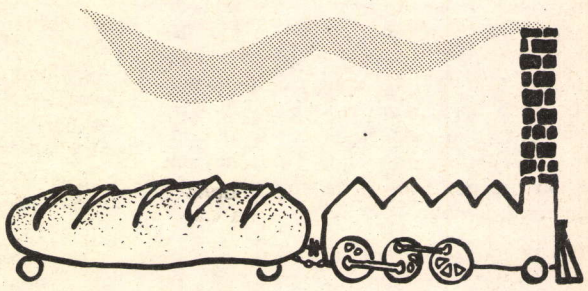
● *SACEM (Argenteuil)*

Depuis quelques semaines, on peut voir dans les trains de banlieue une annonce pour l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi) qui dit à peu près ainsi :

« Vous viendrait-il à l'idée d'aller acheter votre pain à 20 km de chez vous ? Pourquoi n'essayez-vous pas de le gagner plus près ? Adressez-vous à l'agence de votre quartier. »

Autrement dit, si pour la majorité d'entre nous il est indispensable de prendre la voiture ou le train pour venir à l'usine c'est que nous nous débrouillons mal. Avec l'A.N.P.E., plus de problème, vous traversez la rue et vous avez une usine en face de chez vous.

C'est ce qu'on appelle se moquer du monde... à commencer par tous les travailleurs entassés dans les wagons entre l'usine et chez eux.



garder le sourire ?

● *CREDIT LYONNAIS (Siège)*

Dans le cadre de la campagne de publicité du Crédit Lyonnais, pour cette année à la télévision et à la radio, certains services liés à l'exploitation ont assisté à une projection de films.

Le thème de cette campagne est symbolisé par une fleur et une chanson dont la radio n'a pas fini de nous rebattre les oreilles, et le sourire devra être « de rigueur » pour tous ceux d'entre nous qui travaillent en contact avec la clientèle.

Ainsi, non contente de nous sous-payer, la direction a le toupet d'exiger que nous ayions le sourire.

Décidément, elle ne manque pas de cynisme !

Ce n'est sûrement pas avec 0,80 % d'augmentation que la direction espère nous voir travailler en souriant !

super c...

● *RENAULT-BILLANCOURT (Dépt 55)*

Supercar dans la rue. Supercar sur les murs. Supercar dans les journaux, à la télévision, au cinéma. Supercar par-ci et Supercar par-là.

A la ville comme à la campagne, on ne voit plus que Supercar.

La Régie pourrait peut-être garder un peu de son budget de publicité pour parler des conditions super dégueulasses dans lesquelles nous fabriquons ce Supercar, auquel elle fait cette superpublicité.

P.S. — Notre P.D.G. a des dons cachés. Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs que le gracieux rire qu'on entend dans le film publicitaire sur « Supercar » serait celui de Pierre Dreyfus lui-même.

LUTTE OUVRIERE

Les scandales des transports en commun

ZUP DE RILLIEUX (banlieue lyonnaise)

ALORS MONSIEUR LE MAIRE ?

LA ZUP de Rillieux, située à une dizaine de kilomètres au nord de Lyon, est un immense ensemble comptant plusieurs dizaines de milliers d'habitants.

Le service de transports en commun qui assure la liaison entre la ZUP et Lyon est exploité par la compagnie des cars Lafond.

Ce service étant absolument insuffisant, un Comité d'usagers des transports en commun s'est créé il y a plusieurs mois afin d'obtenir des améliorations.

Nous avons déjà relaté comment l'action de ce Comité avait permis aux élèves du lycée Saint-Exupéry de voir leur vieux car de ramassage remplacé par un car plus confortable.

Après ce premier succès, le Comité d'usagers a entamé une action pour l'obtention d'abris. Lors d'une visite il y a environ deux mois auprès du président du syndicat intercommunal, M. André (qui est aussi maire de Crépieux), celui-ci avait assuré au Comité d'usagers qui réclamait la mise en place d'un abri au quartier de La Velette, que cela serait fait incessamment : **« Je m'étonne que l'abri ne soit pas encore en place, il le sera très certainement demain. »**

Le 23 février, un représentant du Comité d'usagers retournait voir M. André pour lui faire remarquer que l'abri n'était toujours pas en place.

Visiblement gêné, il décida de téléphoner immédiatement à la C.E.D.A., société chargée de l'aménagement de la ZUP.

Voici quelques extraits de la conversation téléphonique :

— M. André : **Allô, comment se fait-il que l'abri de la Velette ne soit pas encore en place ?**

— ...

— M. A. : **Mais vous deviez terminer l'abri en dur des Semailles et faire transporter l'abri mobile à la Velette.**

— ...

— M. A. : **Mais peu importe que le reste ne soit pas fait, vous devez terminer l'abri des Semailles tout de suite et faire déplacer l'abri mobile.**

— ...

— M. A. : **Oui mais moi je dois avant tout satisfaire les doléances des habitants ; je leur avais promis cela depuis un bout de temps. Ils vont commencer à croire que je me fous d'eux. Ils ont bien sûr tort de penser cela parce que je ne me fous pas d'eux, mais ils pourraient bien le croire...**

Le maire de Crépieux nous a donc assurés que l'abri serait mis en place avant la fin du mois de février : **« Cela peut être fait en une journée. »**

Des affichettes ont immédiatement fleuri sur les murs de la ZUP annonçant la promesse de M. André.

Nous pensons qu'il tiendra sa promesse, sinon comme le disait si bien M. André : on pourrait bien croire qu'il se fout de nous...

Correspondant L.O.

PARIS

LA PAROLE EST AUX TRAVAILLEURS de la R.A.T.P.

LE contrôle des billets sur le réseau métropolitain sera entièrement automatique en 1974. Déjà dans neuf stations les tourniquets ont remplacé les traditionnelles poinçonneuses et poinçonneurs.

Nous pouvons d'autant plus nous réjouir de la suppression du contrôle manuel des titres de transport que nous sommes fermement pour la suppression de tout contrôle — qu'on le nomme manuel ou péage automatique — et pour la gratuité des transports en commun.

Mais, cependant, un grave problème se pose. Que vont devenir les quelque 2 500 agents qui assuraient ce travail ? La direction de la RATP nous rassure, elle a pensé à tout ! Pour ce qui est des 1 500 agents auxiliaires ou saisonniers... Ils perdront leur emploi d'ici au début de l'année 1974. Quant aux 1 000 employés titulaires, 400 ou 500 d'entre eux seront choisis pour aller grossir le contingent, sans cesse croissant, des « contrôleurs » qui, en seconde classe comme en première — et même sur le quai — traquent le resquilleur.

D'ailleurs, la direction de la RATP, pour être sûre du zèle de ses « collaborateurs » leur offre une prime indexée sur le nombre d'amendes infligées.

Voilà bien l'image de notre société et de ceux qui la gèrent. Tant que le travail humain est plus rentable que la machine, ils n'hésitent pas à enfermer à plusieurs mètres sous terre des travailleurs qui, pendant toute une journée et quelquefois une bonne partie de la nuit, ont pour unique tâche de faire des centaines de trous dans des bouts de carton, le tout pour un salaire de ... 850 à 1 000 F. Mais qu'une solution plus économique apparaisse et l'Etat, en la personne du directeur de la RATP, n'hésite pas à jeter plus de 1 000 travailleurs sur le pavé.

Seulement il n'est pas sûr que le plan de « modernisation » de M. Belin soit accepté par les employés de la RATP. Ils n'ont pas dit leur dernier mot et il est peu probable qu'ils acceptent sans réagir de n'avoir le choix qu'entre le rôle de chômeur et celui de « flic » de la RATP.

RATP

CONSERVEZ

VOTRE TITRE DE TRANSPORT

JUSQU'A LA SORTIE.

IL PEUT ÊTRE CONTRÔLÉ DANS LES STATIONS ET DANS LES TRAINS, MÊME EN 2e CLASSE.

TOUT VOYAGEUR SANS TITRE DE TRANSPORT EST EN SITUATION IRRÉGULIÈRE ET DOIT PAYER IMMÉDIATEMENT UNE INDEMNITÉ FORFAITAIRE

la grande misère des hôpitaux

HAUT-LEVÊQUE (banlieue de Bordeaux)

Une maison de repos ou une maison de fous ?

SI vous êtes vieux, malades ou retraités, ne venez pas vous reposer ou vous faire soigner à la maison de retraite de Haut-Levêque. Centre hospitalier régional d'une banlieue de Bordeaux, la vie de tous les jours n'y est pas rose, aussi bien pour les malades que pour les employés.

Les chefs de service sont des bonnes sœurs, véritables chefaillons, entièrement dévouées à la direction, circulant dans les services sous leurs cornettes « innocentes » à la recherche de la moindre défaillance ou étourderie pour aller aussitôt en faire le rapport à la direction. Leur appréciation compte pour nos notes et malheur à celle d'entre nous qui est mal vue par ces « saintes » femmes...

Le nombre du personnel est réduit au strict minimum : dans un service de 50 lits d'handicapés et de grands grabataires, nous sommes 4 ou 5 dont une infirmière alors qu'il en faudrait plus du double. Et pourtant les soins des malades ne peuvent attendre et nous sommes bien obligées de faire le travail à nombre réduit. Ceci en temps normal, car nos conditions de travail ne font qu'empirer lorsqu'une de nos camarades se trouve en congé maladie ; à Haut-Levêque, en effet, l'avarice de la direction et son mépris total du personnel sont tels qu'elle juge inutile de remplacer celles d'entre nous qui tombent malades.

Aussi les heures supplémentaires obligatoires ne se comptent plus et faute de personnel il est impossible de les rattraper. Il n'est pas rare que, pendant leur repos hebdomadaire, des camarades soient obligés de venir assurer malgré tout les services, sous peine de sanctions, avertissements pouvant aller jusqu'au licenciement s'ils refusent — ce qui serait leur droit le plus strict — : exemple, parmi tant d'autres, de l'arbitraire le plus total qui règne ici, surtout lorsqu'il s'agit de remplaçants, la plupart jeunes, qui n'ont aucune sécurité de l'emploi.

Il ne faut donc pas s'étonner que, dans ces conditions, épuisantes pour nous et criminelles pour les malades, crises de nerfs et dépressions nerveuses aient lieu presque quotidiennement : dernièrement, une jeune femme enceinte n'a pu résister à ce surmenage et a fait une fausse couche. Une autre camarade, une remplaçante qui n'avait pu obtenir ses repos hebdomadaires, complètement épuisée, eut une crise de nerfs et essaya de se jeter par la fenêtre ; elle fut retenue juste à temps et amenée immédiatement à l'infirmerie par ses camarades de travail qui, pour cela, passèrent outre l'ordre que donnait une religieuse à notre camarade « de cesser sa comédie et de reprendre tout de suite le travail ».

Devant ce climat étouffant et devant le mécontentement qui règne dans les services, la direction ne trouve rien de mieux que d'augmenter le nombre de surveillantes dont le seul travail est de nous réprimander et nous chronométrer... et ne croyez pas que cela soit une image ! Une camarade a réellement été suivie, chronomètre en main, pendant son travail, toute une matinée par une surveillante qui, à la fin de son enquête, lui reprocha encore de ne pas aller assez vite. Il faudrait savoir si nous sommes ici pour faire la course au marathon ou pour soigner les malades...

Si elle manque de crédits quand il s'agit d'embaucher du personnel supplémentaire, l'Administration sait en trouver quand il s'agit de payer des gens pour nous mettre au pas. Comme partout c'est toujours le personnel qui en fait les frais, mais dans un hôpital c'est d'autant plus criminel que les malades en sont aussi victimes. Mais ça, l'Administration s'en moque ; tout ce qui l'intéresse c'est de débourser le minimum de frais pour leur bien-être et l'amélioration des conditions de travail du personnel.

Correspondant L.O.

SNECMA (Corbeil)

Les travailleurs proposent... la C.F.D.T. dispose

AUGMENTATION uniforme, augmentation en pourcentage : ce sont là les deux formulations habituelles d'augmentation de salaires. A la Snecma, c'est une troisième formulation qui a été retenue : augmentation uniforme + augmentation en pourcentage ; 150 F + 3 %.

A l'origine de cette innovation : la C.F.D.T. Snecma-Villaroche qui voit là une excellente occasion de mettre en avant le système de salaire en deux parties, théorie fumeuse comme chacun sait, qui favorise de toute façon les salaires les plus élevés.

Elucubrations de « syndicalistes » ? Mais qu'en pensent les travailleurs ? Que veulent-ils ?

A Corbeil, pour le savoir, la section C.F.D.T. a organisé un sondage : « Pour ou contre les augmentations uniformes ». (Rappelons que la C.F.D.T.-Corbeil, sur le plan local, réclame 200 F pour tous et un salaire minimum de 1.500 F). Le sondage a été effectué dans les secteurs de l'usine les plus combatifs (Fabrication, bureaux techniques) et sur 899 travailleurs consultés, 823 se sont prononcés pour l'augmentation uniforme. Le résultat est on ne peut plus significatif.

On aurait pu penser que, forte de cette indication, la C.F.D.T.-Corbeil aurait défendu avec acharnement et imposé aux autres organisations la volonté des travailleurs. Il n'en est rien ! Lors d'une intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. regroupant les représentants de toutes les usines Snecma et dont le but était l'établissement d'une plate-forme revendicative commune, la C.F.D.T., après quelques objections de pure forme, a proposé 150 F + 3 %, proposition que la C.G.T. n'a eu aucun mal à accepter et pour cause : les hauts salaires gardaient une augmentation plus importante que les autres.

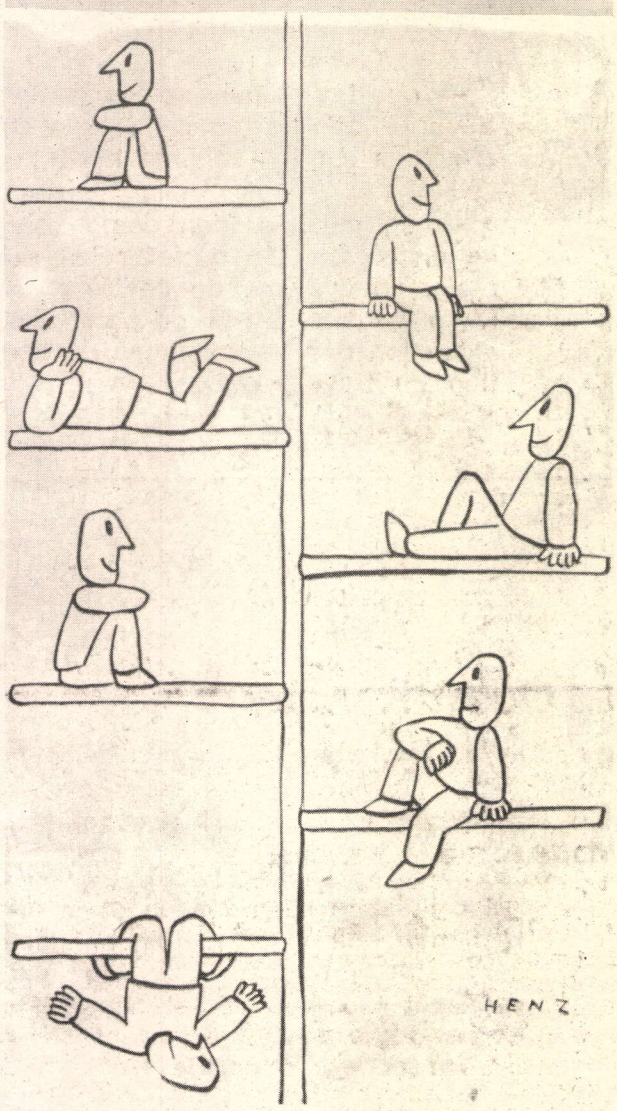
Dans un tract sur le centre de Corbeil, la C.F.D.T. a bien tenté d'expliquer son attitude : « ...nous avions un peu l'impression de trahir l'aspiration majoritaire des camarades. Mais si nous n'avions pas fait de concessions sur ce point, est-ce que tous les travailleurs de la Snecma auraient compris ? ».

Il est des concessions qui ressemblent fort à des reniements.

Une chose est certaine, c'est que les 823 camarades qui s'étaient prononcés pour les augmentations uniformes, eux, n'ont pas compris, ou plutôt si : qu'une fois de plus, on s'était moqué d'eux. Et les phrases creuses du genre « c'est aux travailleurs de décider » **dont se gargarisent nos bureaucrates syndicaux ne sont qu'hypocrisie.**

Correspondant L.O.

POUR UNE RÉDUCTION DE L'ÉVENTAIL HIÉRARCHIQUE



Un extrait du **Syndicalisme** hebdomadaire de la C.F.D.T.

CHANTIER CHAMBON (Issoire)

Les travailleurs immigrés en lutte

LE chantier Chambon de la Caserne à Issoire regroupe une cinquantaine de travailleurs. Ce sont pour la plupart des immigrés de toutes les nationalités — Yougoslaves, Portugais, Turcs, Algériens. Fidèle à sa devise « diviser pour régner », Chambon groupe en effet sur ses chantiers des ouvriers de nationalités différentes pour éviter qu'ils ne se comprennent et ne luttent ensemble contre son exploitation. Ce dernier mois cependant, sa politique a été mise en échec. En trois semaines, ces camarades ont débrayé trois fois, ce qui est d'autant plus remarquable qu'il n'y a aucune organisation syndicale.

Leurs revendications :

— Une augmentation des salaires pour tous, avec un minimum de 6,50 F de l'heure, car c'est ce que touchent des travailleurs français pour la même tâche.

— Des logements décents sur le chantier fournis par le patron. En effet, si Chambon fait venir des travailleurs immigrés à Issoire, il n'a rien prévu pour les loger. Ils doivent se débrouiller pour s'entasser en ville dans des taudis ; certains d'entre eux n'ont ni lit — un simple sommier est jeté à même le sol — ni lavabo, ni chauffage, ni w.-c. Et ces « logements » se paient 100 F et parfois plus par personne !

— La suppression des heures de travail du samedi après-midi.

Pour l'instant, le patron a juste concédé un aménagement d'horaire pour le samedi, les heures étant récupérées à raison d'une heure par jour. Mais nos camarades ne sont pas prêts à se laisser faire. Ni les menaces stupides de la maîtrise, qui prétend que s'ils continuent ils seront tous renvoyés, ni les promesses n'ont entamé leur combativité. D'autant que sur les autres chantiers de la région, on commence à parler de ces fameux 6,50 F de l'heure et l'on envisage de suivre leur exemple. Si Chambon ne veut pas céder, il risque d'avoir à faire face à un mécontentement grandissant et nos camarades n'hésiteront pas à remettre çà.

Correspondant L.O.

CITÉ ADMINISTRATIVE (Clermont-Ferrand)

Le secrétaire de l'U.D.-F.O. soutient la direction, les employés le désavouent

NOUS sommes entre 1.200 et 1.500 employés à la Cité administrative répartis entre quatre caisses : la C.A.F., la Caisse Primaire, l'U.R.S.S.A.F. et la Caisse Régionale d'Assurance Maladie.

La C.R.A.M., qui rassemble environ 500 employés, s'occupe essentiellement de la liquidation des pensions -vieillesse. Une quarantaine de liquidateurs sont affectés uniquement à ce travail. Depuis maintenant une dizaine de jours, ils sont en lutte contre la direction.

CE QUE VEULENT NOS CAMARADES

La revendication parité Paris-province est depuis longtemps mise en avant par les liquidateurs. Parité, cela veut dire obtention d'une prime de technicité de 15 %, justifiée par le fait que la législation, déjà très complexe, change constamment et nécessite une étude continue. A ce problème s'ajoute également celui très urgent de l'augmentation des effectifs, là comme dans les autres caisses d'ailleurs.

LEUR LUTTE

Une réunion du Conseil d'administration devant avoir lieu le vendredi 18 février, nos camarades ont décidé d'imposer que ce problème soit mis à l'ordre du jour. Par une pétition d'abord, signée à l'unanimité des liquidateurs, agents de contrôle et cadres. Par une délégation ensuite, au moment même de la réunion, délégation constituée là encore à l'unanimité des agents concernés. Tout le monde est resté là dans le couloir à attendre la décision des administrateurs. L'ambiance était plutôt animée. Deux administrateurs, pressés paraît-il, sont sortis avant la fin. L'un d'eux, gêné, mal à l'aise, a dû « discuter » environ trois quarts d'heure avec nos camarades. Il craignait même qu'on ne le séquestre.

UN BUREAUCRATE CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le vote sur la parité a tout de même eu lieu en fin de séance. Cinq administrateurs se sont prononcés pour : la C.G.T. et la C.F.D.T. Un administrateur F.O. s'est abstenu. Six ont voté contre : les représentants des employeurs, bien sûr et... un administrateur F.O., président du Conseil d'administration et secrétaire de l'U.D.-F.O... Inutile de dire qu'il est sorti sous les huées des liquidateurs.

Les liquidateurs ont alors tous décidé une sorte de grève du zèle. Depuis lundi dernier, tous les matins de 7 h 45 à 9 h, ils ne liquident aucun dossier, mais étudient et classent leur documentation. Là encore, à l'unanimité.

Quant au secrétaire de l'U.D.-F.O., il a réuni les syndiqués F.O. qui participaient au mouvement pour les sermoner. Mais tous ont condamné l'attitude de ce « syndicaliste »... qui soutient les patrons, et certains ont même démissionné du syndicat. Le syndicat lui-même a dû publier et afficher une lettre désapprouvant les prises de position de son secrétaire.

LA LUTTE CONTINUE...

Le mouvement, lui, continue. Lundi 28 février, nos camarades doivent se réunir à nouveau pour décider de ce qu'ils doivent faire, continuer sous cette forme ou avec d'autres méthodes.

En tout cas, dans les autres services et dans les autres caisses de la Cité, nous devons les soutenir dans leur lutte. Ils seront plus forts et plus sûrs d'eux si nous sommes tous prêts à les aider. Et puis, leur problème n'est-il pas dans une large mesure le nôtre aussi ?

Correspondant L.O.

Karl Radek

Les voies de la révolution russe

SOUS ce titre sont regroupés deux textes de Karl Radek sur la révolution russe : le premier, « Les forces motrices de la révolution russe » **est un article paru en 1917, dans lequel le dirigeant bolchévik, à l'annonce de la révolution de février, rappelle l'expérience de 1905 du prolétariat russe et démontre, à la lumière des événements présents, la justesse de la ligne politique que les bolcheviks ont été seuls à défendre contre les tendances liquidatrices de la social-démocratie russe. La révolution de février est une révolution contre la guerre. A condition que les ouvriers, en s'alliant avec la paysannerie (que la guerre a éveillée à une conscience politique), sachent mener une politique indépendante du capitalisme russe et international, la révolution ouvrière pourra triompher.**

« Les voies de la révolution russe », **brochure publiée par la revue de la IIIe Internationale à Hambourg en 1922 dresse un bilan de ce que la Russie soviétique a pu accomplir et des tâches qui s'imposent à elle dans le futur. Avec la même froide lucidité, Radek revient sur l'extrême faiblesse du jeune Etat ouvrier, faiblesse due aux conditions d'arriération de la Russie, aggravée par les méfaits de la guerre civile.**

Contre les détracteurs de la révolution russe, les Kautsky et autres, qui accusent les bolcheviks d'avoir « trahi » le socialisme, contre ceux qui prétendent que le communisme a été réalisé en Russie depuis le début 1921 (alors que le pays est saigné à blanc) Radek, citant l'un de ses propres articles écrit en décembre 1919, expose le sens de la politique menée par les bolcheviks après la révolution d'Octobre.

Il répond à la fois à ceux qui « regrettent » les compromis passés avec les puissances de l'Entente (notamment par le traité de Brest-Litovsk) ou qui « s'indignent » des mesures autoritaires, dictatoriales prises par le pouvoir, comme par exemple la réquisition du surproduit agricole. « Du temps des négociations de Brest-Litovsk, **dit-il,** la Russie soviétique ne représentait qu'un programme. » **Voilà résumé de façon lapidaire le sens de la polémique engagée ici par Radek. Il ne s'agit pas de croire, ou de faire semblant de croire, que les mesures prises par le pouvoir des Soviets** « représentent une organisation communiste de la société ». **Les compromis que le jeune Etat ouvrier est contraint de passer avec les capitalistes occidentaux aussi bien qu'avec les capitalistes russes seront nécessaires tant que la Russie restera isolée. De cela, il ne faut pas avoir honte ; il faut lutter pour le triomphe de la révolution internationale, seul moyen de sortir de la situation présente de la Russie.**

Réunion plénière de la IIIe Internationale. De gauche à droite : Trotsky, Racovsky, Zinoviev, Kalinine, Radek. (Ph. Viollet.)

Ce petit ouvrage est un excellent exemple de texte militant, qui vise à convaincre, à donner des perspectives à ceux qui luttent pour la victoire de la révolution russe et la victoire du socialisme international. Il sera lu par tous avec un grand intérêt.

Hélène DURY.

« Les voies de la révolution russe » - K. Radek - E.D.I. - 9,50 F.

Auguste Le Breton

Les hauts murs

LES hauts murs *n'est pas un roman récent. Mais sa réédition récente, dans une collection de poche, permettra à tous ceux qui ne l'ont pas lu de connaître ce livre de Auguste Le Breton. Les murs en question, ce sont ceux des orphelinats, maisons de redressement et de correction, où l'on parque toute une jeunesse malheureuse, dont le seul crime est d'être des enfants de victimes de guerre, ou ce qu'il est convenu d'appeler des « cas sociaux », enfants de parents désunis ou de ménages difficiles.*

Pour tous ceux-là, l'enfance et l'adolescence sont loin d'être, comme pour beaucoup, une époque bénie passée dans la sécurité familiale et l'insouciance. Ils connaissent d'emblée le côté le plus barbare, le plus inhumain de la société. Car ces orphelinats ne sont guère autre chose que des prisons où règnent des surveillants sadiques, des petits « caïds » rois de la combine, où sévit la pédérastie. Dortoirs glaciaux, réfectoires où l'on mange des fayots au commandement des gardes-chiourme, tel est l'univers où ils se trouvent plongés dès 14 ans.

Certains se laissent gagner par la corruption du milieu. D'autres, dès leur plus jeune âge, apprennent à s'entr'aider, trouvent dans une camaraderie profonde l'arme qui leur permet de tenir, de se battre, de «serrer les dents» comme le dit un des héros. Mais tous jettent un regard sans pitié et sans illusions sur la société qui les a jetés là, comme au rebut. Corruption, sadisme, hypocrisie, brutalité, c'est tout ce qu'ils en connaissent.

Pour voir cette société-là, Le Breton a pris le regard d'un de ces jeunes, dont il suit l'évolution. C'est avec talent qu'il nous fait partager ses réflexions, ses amitiés, et la haine qui monte devant ce qu'on ose lui faire vivre.

André FRYS.

« Les hauts murs ». Auguste Le Breton (Livre de poche - Plon) - 4,90 F.

Floriot :

Les erreurs judiciaires

MAITRE FLORIOT, quand il ne plaide pas pour ses clients face à un tribunal, plaide pour Maître Floriot tout court.

Son ouvrage, **« Les erreurs judiciaires »**, que viennent de rééditer les éditions « J'ai lu » est presque entièrement consacré à la mise en valeur de ses capacités. Ce vieux renard du barreau n'hésite pas à se vanter de ficelles pourtant parfois bien grosses. Ainsi cette célèbre affaire où, défenseur de flics de Bordeaux, traduits en justice parce qu'un homme qui venait de passer entre leurs mains en était mort, il emporte l'acquittement grâce à la théorie de « l'intervalle » qui reconnaît comme difficile la détermination précise du moment où des coups entraînant une hémorragie interne mortelle ont été portés.

Le ton du livre est, à l'image de son auteur, doucereux et feutré et celui-ci a pour seul intérêt de souligner une fois de plus la fragilité des témoignages que la « justice » recueille et qui souvent s'avèrent comme n'ayant rien à voir avec la réalité, bien que leurs auteurs croient dur comme fer à ce qu'ils affirment. De la même manière sont mises en évidence la fragilité des rapports d'experts ou encore la facilité avec laquelle on peut obtenir tous les aveux possibles lors d'une enquête « bien orientée ».

Les exemples choisis sont certes souvent discutables mais quand Floriot termine en affirmant que le doute doit toujours profiter à l'accusé, il ne peut bien sûr que bénéficier de l'approbation du lecteur. Le lecteur doit pourtant aussi savoir que cet honnête avocat à principes n'hésita pas, lors de l'affaire Kaczmarczyk où il plaidait partie civile, à réclamer

Kacmarczyk, à sa sortie de prison, après que Maître Floriot ait requis sa condamnation sur des « preuves » inventées par les flics. (Ph. U.P.I.)

la condamnation de cet ouvrier polonais accusé à tort d'un viol, sur la base de preuves inventées par les flics chargés de l'enquête. La conclusion du livre s'en trouvera alors quelque peu changée ; il faut croire que le doute doit toujours profiter au client de Floriot.

Pierre VERNANT.

« Les erreurs judiciaires » - René Floriot - Ed. « J'ai lu » - 4,10 F.

FEUILLETON

VICKI BAUM "Le bois qui pleure"

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

Le livre de Vicki Baum que nous publions en feuilleton n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune autour d'un épisode de la culture, de l'exploitation et de l'industrialisation du caoutchouc. En effet, "Le bois qui pleure" est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

La nouvelle précédente, « Une biographie d'Akron », contait la montée puis les difficultés de Georges Tyler, fondateur de la Summit Rubber, une entreprise travaillant le caoutchouc. Après une période de prospérité due au boom des années 1910, 1915, ce fut la crise, avec ses grèves et ses soucis.

La présente nouvelle se déroule en Allemagne nazie et relate l'histoire d'un chercheur dans une fabrique de l'I.G. Farben sur le caoutchouc synthétique, le « BUNA ». Le docteur Hernried fait partie d'une organisation antifasciste clandestine.

Il n'y avait pas de réunions secrètes, de mots de passe ou d'insignes, ni aucune de ces péripéties romantiques de la conspiration. Chacun d'entre eux suivait son chemin, solitaire, comme une comète lancée dans un univers obscur. Il était trop dangereux de se réunir, trop dangereux aussi de savoir. On peut briser un homme, on peut toujours le contraindre à révéler ce qu'il sait. Hernried le comprenait, aussi avait-il accepté ce système rigide de l'isolement. Mais sa tâche n'en était pas plus facile pour autant. Un inconnu, qu'il n'avait encore jamais vu et qu'il ne reverrait plus, déguisé en facteur, en livreur, en blanchisseuse, lui apportait des instructions qu'il suivait à la lettre, sachant bien que la moindre inexactitude dans le mouvement synchronisé de l'organisation de sabotage pourrait faire découvrir le complot et causer sa ruine et celle de tous ses camarades sans visages et sans noms. Mais Joseph Hernried, Docteur en Chimie, avait depuis longtemps cessé de se préoccuper de ce qui pourrait lui arriver, il s'était détaché de lui-même comme on le fait parfois sur la table d'opération, quand l'anesthésique commence à produire son effet, que la douleur perd de son acuité, et la mort de sa présence.

Hernried entra dans la maison et pressa le bouton de la minuterie dans l'escalier. Les marches étaient polies par l'âge, et les odeurs mêlées de quatre familles qui cuisinaient, mangeaient et vivaient sur chaque palier, le surprirent désagréablement. Avant qu'il ne fut parvenu au dernier étage, la lumière, comme toujours, s'éteignit, et il chemina à tâtons dans l'obscurité. Fräulein Aalrund semblait avoir écouté ses pas dans l'escalier, car la porte s'ouvrit devant lui, avant qu'il ait eu à chercher la serrure. Dans le long corridor, à l'intérieur, régnait une odeur froide et sèche de vieilleries bien conservées et propres, qui émanait des armoires et des lithographies de la vieille demoiselle, des manteaux qu'elle avait mis à l'abri dans des sacs, et de Fräulein Aalrund elle-même.

— Pas de lettres pour moi ? demanda Hernried. Il ne recevait jamais de vraies lettres, mais il s'était fait adresser une correspondance volumineuse dont chaque enveloppe le désignait comme un excellent Nazi et un membre loyal du parti. Si Fräulein Aalrund — ou quelqu'un d'autre — avait voulu mettre le nez dans son courrier, elle n'aurait rien trouvé à y redire. Il recevait aussi, et lisait, les journaux et les revues qu'il fallait, car, même dans un pays où la presse était contrôlée, il y avait des publications plus orthodoxes que d'autres, et il correspondait avec quelques officiers du front et recevait des invitations de clubs de joueurs de quilles et de sociétés de tourisme extrêmement nationalistes, portant la signature de S.S. réputés ou même d'un Gauleiter. Il était devenu membre du parti déjà en 1934, avec l'idée encore vague à l'époque, qu'un jour il serait nécessaire que des hommes de son espèce fussent à l'intérieur de la forteresse.

— Seulement deux lettres aujourd'hui, dit Fräulein Aalrund en les lui remettant, et Herr Kleinert a passé pour dire qu'il ne fallait pas venir dimanche. Il n'y aura pas de musique de chambre. J'ai appris chez l'épicier que la Lindenstrasse était très abîmée.

— Nous le ferons repayer dix fois aux Anglais ! dit Hernried d'un ton officiel. Il alla dans sa chambre lourdement meublée des meubles de noyer du père de Fräulein Aalrund, qui avait été maire de la ville au temps de Bismarck. Les fenêtres étaient ouvertes, et la vieille demoiselle se précipita devant lui pour tirer les écrans d'obscurcissement avant d'allumer la seule ampoule qui se détachât des quatre douilles vides. Il attendit qu'elle sortît de la chambre, mais elle restait là, debout, les mains derrière le dos, appuyée au chambranle de la porte, dans l'attitude d'une courageuse victime liée au poteau d'exécution d'une tribu de cannibales.

— Un monsieur est venu vous voir, dit-elle enfin.

— Un monsieur, il n'a pas dit son nom ?

— Non. Il a pénétré dans votre chambre et il est resté là un moment et puis il est parti.

Un instant, le cœur de Hernried en oublia de battre. Il n'avait pas besoin de demander à Fräulein Aalrund pourquoi elle n'avait pas empêché l'inconnu d'entrer dans sa chambre. Dans les conversations, en Allemagne, beaucoup de choses se comprenaient sans qu'on eût besoin d'explication. D'autre part, les visites et les recherches de la Gestapo étaient si fréquentes qu'elles ne prêtaient pas à beaucoup de commentaires. S'il a trouvé mon appareil à ondes courtes, ça peut aller loin, pensa-t-il, très ennuyé. Quoique, si l'on devait emprisonner chaque personne qui écoute les émissions étrangères, l'Allemagne serait bientôt dépeuplée. Quant au reste de ses affaires, dans ses tiroirs ou dans son armoire, elles avaient été choisies à dessein pour le désigner comme un fidèle Nazi. La visite pouvait être une simple inspection de quartier. Mais elle pouvait signifier aussi qu'il était suspect. Cela devait arriver un jour, il le savait, il l'avait toujours su, il y était préparé.

— Rien d'autre, Fräulein Aalrund ? demanda-t-il, impatient de se trouver seul pour voir si son poste de radio avait été découvert.

— Non, Herr Doktor, c'est tout. Mais, la main sur la poignée de la porte, elle ajouta : J'ai emporté ce matin votre machine à diathermie dans ma chambre. J'espère que vous ne voyez pas d'inconvénient à ce que je vous l'emprunte ?

— La machine... vous l'avez prise ?...

— Oui, Herr Doktor. J'avais de tels rhumatismes... Fräulein Aalrund tourna sur ses talons sans un bruit et s'en fut.

Hernried resta immobile à regarder la porte fermée pendant plus d'une minute. La boîte de diathermie cachait son récepteur à ondes courtes. Il avait dit à Fräulein Aalrund qu'il l'utilisait pour ses névralgies. En la laissant traîner dans la pièce, au vu de tout le monde, il avait espéré qu'elle n'éveillerait aucun soupçon. Quand il l'écoutait — elle, la seule voix qui pénétrât jamais dans la cage de verre de sa solitude — il laissait sa petite radio bon marché et réglementaire cracher tout ce qu'elle voulait : des discours, des marches militaires, des plaisanteries lourdes, le fatras de la propagande. Les écouteurs collés passionnément à ses oreilles, il recueillait les voix de la liberté, comme les murmures d'une amoureuse. Quelquefois, avec espoir, quelquefois avec honte, avec impatience, ou encore avec une colère rentrée et brûlante, mais toujours avec envie. Comme ils étaient jeunes et peu évolués, superficiels, lents à comprendre, ignorants ! Et pourtant, ils étaient libres, ils possédaient toutes les choses qui font que la vie vaut la peine d'être vécue. Ces choses qui avaient été écrasées et piétinées dans son malheureux pays : la liberté, la justice, la décence, la dignité humaine. Et ils disaient la vérité comme s'il était simple et naturel de la dire, comme si la liberté n'était pas justement ce qui devait être craint, persécuté, interdit, brûlé, battu, torturé, tué. Ce n'est que pendant ces instants volés, quand il écoutait sa machine diathermique, que Hernried ne se sentait plus seul, mais l'un des soldats de cette immense armée en marche. Et maintenant, Fräulein Aalrund, ce reliquat frêle, stupide, fier et affamé d'une période révolue, avait risqué sa vie pour cacher, sous le nez de la Gestapo, son appareil à ondes courtes...

Hernried s'assit sur le rebord de son lit, sa tête entre les mains, pour réfléchir clairement et profondément. C'était une chose que de connaître ses ennemis, c'en était une autre, beaucoup plus compliquée, que de savoir reconnaître ses amis. Fräulein Aalrund, par exemple, peut-être avait-elle dit exactement ce qu'elle voulait dire, peut-être avait-elle emporté l'appareil pour soigner ses rhumatismes ? Ou serait-ce qu'un obscur instinct l'aurait conduite à le protéger, à l'encontre même de ses idées et de ses convictions politiques les plus sincères ? Il y avait encore une troisième possibilité, incroyable et merveilleuse, que la vieille demoiselle, sous son fanatique déguisement, fût l'un d'entre eux, et qu'une providence organisée, l'ait amené, lui, jusque chez elle, afin qu'il ne fût pas complètement abandonné au moment du danger.

Une des causes des maux de tête chroniques de Hernried, était cet effort continuel auquel il se livrait pour rechercher les moindres symptômes qui eussent pu trahir son appartenance au mouvement. La petite prostituée dans le bordel où il allait ostensiblement, parce qu'il était très fréquenté par les fonctionnaires du parti, l'agent au coin de la rue, le S.A. qui gardait le pont du Rhin, son chef de service dans son uniforme rutilant, travaillaient peut-être au même but et partageaient les mêmes espoirs et les mêmes craintes que lui. Mais on ne le savait pas, on ne pouvait pas le savoir.

FEUILLETON

Il croyait le sentir parfois au regard d'un homme, dévoilé un instant, parfois à une pression de main sur son épaule ou au ton spécial qui donne à une remarque ordinaire une tout autre signification, ou quelquefois à rien de plus qu'un silence, un geste arrêté, un mot pas prononcé, un sourire réprimé. Depuis peu, il avait de bonnes raisons de penser que son vieux contremaître Buchholz était son allié le plus proche. Mais là encore, il veillait à ne pas tomber dans une souricière de la Gestapo, à ne jamais laisser quelqu'un partager son secret. Quant à l'agent qui avait fouillé sa chambre aujourd'hui, sans y rien trouver, sa perquisition pouvait avoir une signification précise ou n'en avoir aucune. Quoi qu'il en soit, il était inutile de gaspiller ses forces en inquiétudes.

Il faisait terriblement chaud dans la chambre. Hernried éteignit la lumière et écarta les rideaux pour laisser entrer un peu d'air. Il fit couler de l'eau tiède au robinet de la salle de bains et avala deux poudres contre le mal de tête. Il décida de ne pas aller entendre Lohengrin. Il s'allongea sur son lit et croisa ses mains derrière sa tête, ses douleurs s'atténuèrent et finirent par disparaître. Les minces rideaux blancs rendaient mollement dans l'air immobile où régnait une forte odeur de brûlé. Fermant les yeux dans la chambre obscure, il pensa à Catherine.

Ils étaient allongés sur les planches ensoleillées de « l'Etablissement des Bains Huber », quelques radeaux flottaient à proximité du pont, sur les eaux lentes et puissantes du fleuve. Catherine, dans son maillot de bain noir, était magnifique, de la beauté d'une jeune jument ; la poitrine forte, des cheveux abondants, des jambes vigoureuses, mais aux fines attaches. Elle s'assit, secoua ses cheveux mouillés, et toucha les planches.

— Elle sont chaudes, dit-elle, chaudes et bonnes. Ce bois ressemble à la robe de satin gris de ma grand-mère, tu ne trouves pas ?

— Oui, c'est le soleil et l'eau qui les rendent ainsi. Il se demandait comment il trouverait jamais la force de lui dire ce qui devait être dit. La petite Cat s'exerçait à un nouveau saut de l'ange, encore très imparfait, au plongeoir de six mètres.

— Nous devrions venir ici tous les jours d'été, dit Catherine. C'est excellent pour la petite, et l'abonnement familial pour la saison ne coûte que 15 marks.

— Mais, s'il pleut beaucoup, un abonnement de saison est perdu !

— Nous y viendrons aussi quand il pleuvra. J'aime nager dans la pluie. Et ce sera excellent pour tes nerfs. Tu es terriblement nerveux depuis quelque temps.

— Catherine, dit-il, et sa bouche se dessécha. Nous devons nous séparer.

— Nous séparer ? répéta-t-elle avec un sourire. De toute évidence, elle n'avait pas compris ses paroles. Tu es tombée sur le ventre, cria-t-elle à la petite fille. Redresse tes épaules !

— Nous séparer. J'ai tout arrangé, j'ai dit à notre propriétaire que nous remettons l'appartement le 1er octobre. J'ai écrit à ta mère que toi et la petite iriez vivre avec elle à Munich.

Catherine s'assit et lui mit un doigt sur le front.

— Que se passe-t-il là-dedans, quelque chose de dérangé ? dit-elle toujours souriante. Au monde qu'irais-je faire à Munich ?

— Tu pourrais recommencer la photographie ; et Cat pourrait apprendre le métier de céramiste.

— Ainsi, on se préoccupe de notre sort, mais puis-je te demander à mon tour ce que tu comptes faire ici sans nous ? Vas-tu passer ta vie à l'usine à fabriquer des tas et des tas de ton infect Buna ?

— Oui, j'ai beaucoup de travail, et je ne peux me permettre d'avoir une famille qui tournaille autour de moi, tout le temps.

Le sourire disparut du visage de Catherine.

— Je ne te comprends pas, dit-elle. Je ne te comprends plus. Tu as changé, tu deviens querelleur et nerveux. Nous nous sommes déjà disputés plusieurs fois. Mais nous nous appartenons l'un à l'autre, n'est-ce pas ?

— Voyons, Catherine, ce n'est pas la peine de discuter, ma décision est prise. Nous devons nous séparer, et il vaudrait mieux que nous le fassions le plus vite possible, et sans douleur. Je ne peux plus vivre avec toi.

— Mais pourquoi ? Pourquoi, pourquoi donc ? Elle ne pleurait pas. Il avait choisi cet endroit parce qu'il la savait incapable de se laisser aller à pleurer en public. Il espérait aussi qu'elle serait trop fière pour vouloir s'accrocher à lui après cette répudiation brutale.

— Il y a des choses dans la vie d'un homme qui l'empêchent de mener une existence de famille rangée, dit-il. Pendant un instant, elle fut très calme. Elle arrachait des éclisses du bois décoloré et soyeux des planches, puis elle dit ce que n'importe quelle femme aurait dit à sa place.

— Est-ce une autre ?

— S'il en est ainsi, je ne pense pas qu'il soit de bon goût d'en parler avec toi.

— Alors, c'est cela, dit Catherine, après un certain temps. Et elle se remit à sourire. Si je te laisse seul un mois, ou davantage... ne reviendras-tu pas me chercher ?

— Certainement pas.

— Si je te laisse un an, cinq ans ? Je suis patiente et obstinée, je t'écrirai. Me répondras-tu ?

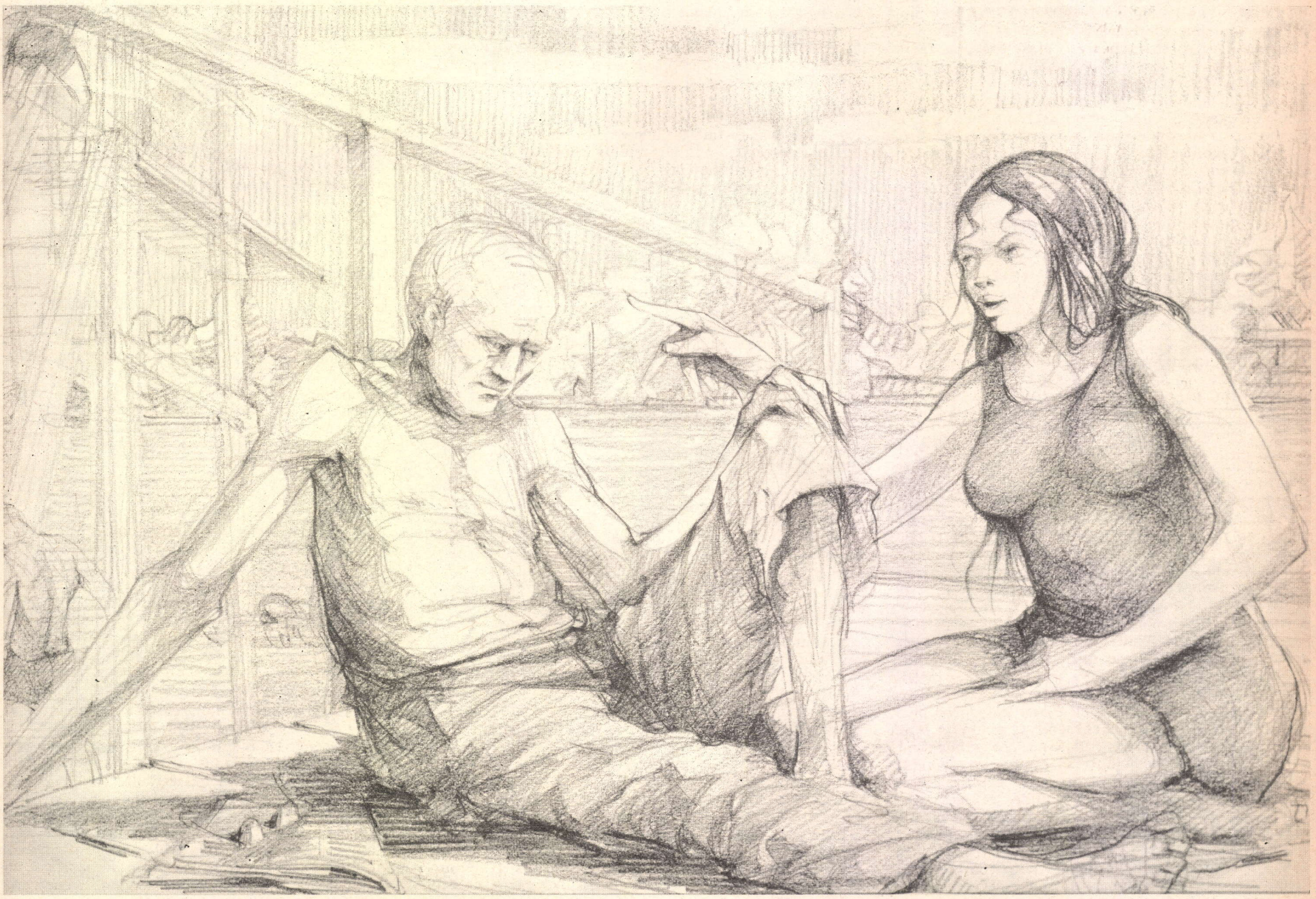
— Non, Catherine, je désire une coupure nette, sèche. Pas de lettres, rien à quoi s'accrocher.

— Mais nous resterons amis, n'est-ce pas ?

Il chercha désespérément dans son esprit un moyen de briser sa loyauté, mais en vain. Tant qu'il subsisterait un lien quelconque entre lui et elle et son enfant, ils se serviraient de cela pour le faire parler. Tant qu'il subsisterait un lien entre eux, Catherine et la petite Cat seraient exposées à un danger épouvantable. Il devrait se séparer d'elles entièrement, brutalement ; il ne pouvait même pas se permettre de lui laisser deviner la vérité, car la vérité était trop dangereuse pour elle. Il lutta pendant des nuits et des nuits. Ah ! être tiède comme l'étaient la plupart des autres, ni bon, ni mauvais, ni tout à fait **pour** ni tout à fait **contre** l'Ordre Nouveau. Laisser glisser les choses, fermer les yeux, s'enduire les oreilles de cire, bâtir un mur de ciment autour de sa conscience, et continuer à vivre cette petite existence de tous les jours. Mais il n'avait pas le choix, non, il ne l'avait pas. Il était chimiste ; il connaissait les lois d'attraction des corps, le moment où ils explosaient ; tout aussi inéluctable et absolue était la loi qui l'avait déterminé à prendre le chemin le plus difficile.

En vérité, personne ne pouvait être aussi peu fait que lui pour jouer le rôle dangereux qu'il avait accepté. Myope, de taille mince et trop légère, c'était un homme affligé d'une névralgie trigéminale héréditaire ; un neurasthénique, qui n'avait jamais pu se remettre du choc causé par un éclat d'obus pendant l'autre guerre ; un mauvais sportif, un homme qui avait peur des serpents, du bruit, de la vitesse, des piqûres et des accidents d'auto, un intellectuel frisant la cinquantaine, sans muscles et presque sans vitalité, enfin, une petite souris d'homme, qui de toute sa vie n'avait jamais rien accompli de très spectaculaire. Le docteur Joseph Hernried avait toujours été un chimiste de confiance, mais un chimiste médiocre. La seule fois qu'il eût jamais fait preuve d'ingéniosité et de talent, ce fut le jour où il mit au point une méthode de sabotage de la fabrication du Buna-S. Il lui avait fallu des jours, des semaines et des mois pour découvrir que le caoutchouc, en modifiant d'une certaine façon la formule de l'antioxydant, pouvait très bien se comporter au cours des essais, mais commençait à vieillir rapidement, une fois soumis à l'usure et au grand air. C'était là son chef-d'œuvre, son invention, sa formule, un secret dont il était fier. Il éprouvait de la joie à penser parfois que cette création le mettait au rang des grands chimistes qui avaient inventé le caoutchouc synthétique, après des années d'expériences et d'échecs.

(à suivre)



cinéma

LES CAMISARDS

de René Allio

EN 1685 Louis XIV décide de briser par la force ce qui reste de l'opposition protestante et révoque l'Edit de Nantes qui avait proclamé — pour un temps — la tolérance religieuse.

Lancé dans des guerres incessantes, pressurant le peuple d'impôts, le monarque absolu ne peut plus laisser subsister une opposition organisée qui pourrait servir de canal à toutes les revendications sociales et à toutes les oppositions politiques.

Les protestants doivent se convertir de force ou aller aux galères. Des milliers de familles préfèrent émigrer définitivement vers l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande et la Suisse, pays protestants.

Deux régions, les Cévennes et le Languedoc, forment le noyau le plus dur de la résistance à l'arbitraire royal. En juillet 1702, alors qu'un certain nombre de Cévenols fuient à l'étranger, l'archiprêtre des Cévennes les arrête et les envoie aux galères. Pour les venger, Esprit Séguier regroupe 50 hommes, tue l'archiprêtre, dévaste un château, brûle deux églises et en abat les curés catholiques, véritables flics du pouvoir royal. Séguier est pris avec deux compagnons, on lui coupe une main et il est brûlé vif.

C'est ici, aux débuts de la révolte camisarde de 1702 que commence le film. Dans un village, les paysans protestants sont « repris en main » par le curé catholique, expédié par l'Eglise et le pouvoir royal pour assurer la soumission et la surveillance des rebelles.

L'assistance à l'église est obligatoire et la garnison royale n'est pas loin. Les paysans, démoralisés, reprennent leurs travaux et le paiement des impôts. Le baron du village, noble de petite fortune, a donné l'exemple en abjurant le protestantisme et en envoyant sa fille étudier dans un couvent de religieuses.

Mais de nouveaux chefs se lèvent.

Abraham Mazel est à la fois orateur et théoricien politico-religieux. Il lit la Bible en chaire, fusil à l'épaule, joint l'action à la parole, ranime l'espoir des paysans par des discours enflammés et des crises d'épilepsie qui passent pour de l'inspiration divine.

Rassemblés par Mazel, les paysans se repentent de leur lâcheté et de leur soumission à un ordre qu'il appelle à détruire au nom d'un autre Dieu que celui que les curés catholiques invoquent pour les inciter à l'obéissance la plus servile.

Les plus décidés rejoignent la guérilla camisarde : hommes et femmes, paysans lassés de la misère et de l'humiliation. Ils ont pour chef militaire, Gédéon Laporte, un ancien soldat, qui les engage dans les coups de main les plus rusés et les plus audacieux. Avec des bâtons ils prennent des fusils sur les cadavres des soudards du roi, ils harcèlent la garnison, brûlent églises et châteaux, tuent curés et traîtres. Pour eux, ils ont la rapidité, la montagne et la forêt, mais surtout et avant tout le soutien de la population paysanne.

Deux classes s'affrontent sous le couvert de guerres de religion. Les aristocrates frivoles et ridicules n'ont rien de commun avec ces gueux révoltés et s'ils accueillent avec chaleur le baron tard-converti, c'est qu'il appartient à la même classe qu'eux. Quand le matamore chargé de les réprimer dit que sous le couvert de paroles d'Evangile ces gens-là ne cherchent qu'à éviter l'impôt, il profère une vérité bien plus grande qu'il ne pourrait l'imaginer, sans s'avouer par ailleurs que son propre attachement au roi et au dogme catholique est lié par contre au recouvrement de ces mêmes impôts.

Gédéon Laporte est tué, la deuxième guérilla finie : après cet épisode c'est une troisième qui commencera avec, à sa tête, l'apprenti-boulanger Jean Cavalier, revenu de Genève pour prendre la tête de la nouvelle insurrection soulevant toute la région et mettant en échec les armées royales jusqu'à ce que Cavalier se laisse soudoyer par Villars en 1705. Mazel reprendra le combat et sera tué en 1709 dans le Vivarais, les derniers camisards ne seront vaincus qu'en 1713.

L'histoire est traitée avec force, humour et simplicité. Allio sait faire vivre ses personnages et rendre le ton d'une époque. Toute sa sympathie va aux paysans révoltés sans rien dissimuler de leurs faiblesses et de celles de leurs chefs. Quant aux massacres et aux exécutions de part et d'autre, il ne s'agit pas d'une guerre en dentelles mais d'une guerre de classes et il faut choisir son camp entre les exploiteurs et les exploités. Allio le fait sans hésitation et son film est à voir et à faire voir.

Pour ceux qui voudraient en savoir plus sur le développement d'un mouvement social sous le couvert d'une dissidence religieuse, il est possible d'établir bien des parallèles entre le mouvement des Camisards cévenols de 1702 et celui de la guerre des paysans allemands du début du XVI[e] siècle, soulevés par Thomas Munzer. Il faut lire l'étude d'Engels sur la guerre des paysans (publié dans le recueil d'écrits d'Engels, intitulé « La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne », aux Editions sociales).

Pierre BUISSON.

BLANCHE

de Walerian Borowczyk

C'EST un curieux spectacle qui commence sur un ton de badinage : le roi de France rend visite à un de ses seigneurs (Michel Simon), vieillard marié à la toute jeune Blanche. Le page du roi et le roi lui-même courtisent Blanche ; mais le fils d'un précédent mariage du seigneur en prend ombrage. De léger, le récit devient grave.

Puis le seigneur comprend qu'on en veut à la vertu de sa femme et se rebiffe. Cela tourne bientôt à la tragédie, et le film si gaiement commencé, s'achève dans l'horreur d'un amoncellement de cadavres.

On en sort avec une impression bizarre. Pourtant il s'agit d'une œuvre esthétique réussie. A voir pour les amateurs de Moyen Age, d'amour courtois et de destin implacable.

A.V.

humour

UN P.D.G. ET LA CHINE

Revenant de Chine, M. P.B. Cousté, député UDR du Rhône, et par ailleurs directeur de la Société Lumière, a publié ses impressions dans le journal « Le Progrès ». *Il écrit, dans un article publié le 21 février :* « Quoi qu'il en soit, tout le pays est conditionné par cet appareil complexe de contrôle réciproque que sont les comités révolutionnaires. Ils contrôlent et se contrôlent latéralement, verticalement, de bas en haut, de haut en bas ; géographiquement et sectoriellement ils tiennent tout, tiennent les uns par les autres et se tiennent les uns les autres ».

N'est-ce pas une explication ... lumineuse ?

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

Nous prions les cruciverbistes qui auraient passé une nuit blanche sur notre précédente grille de bien vouloir nous excuser. Nous avions situé, par erreur, un carré noir en 2-X alors qu'il aurait dû se trouver en 2-IX.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	L	I	G	A	R	C	H	I	E
II	D	E	L	E	G	U	E	E	■	S
III	E	N	■	O	R	A	N	G	E	S
IV	S	A	C	R	E	■	S	E	M	A
V	S	■	O	G	A	■	I	L	■	I
VI	A	I	N	E	■	E	T	■	N	■
VII	■	O	S	■	U	S	A	G	E	R
VIII	L	■	P	A	R	O	I	■	P	O
IX	E	L	U	S	■	N	R	F	■	U
X	E	T	A	T	S	■	E	O	U	E

TÉLÉVISION : SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 7 mars

20 h 30 (1re chaîne) :

« Une, première », *émission d'actualité qui reprend la formule de « Cinq colonnes à la une ». Comme pour toutes les émissions de ce genre, le programme n'en est connu qu'au dernier moment.*

Mercredi 8 mars

20 h 30 (2e chaîne)

« Les dossiers de l'écran » *présentent* « Sur les quais », *un film d'Elia Kazan, avec Marlon Brando. Le débat qui suit la projection de ce film aura pour thème :* « Aux U.S.A., syndicats ou gangs ? ».

21 h 30 (1re chaîne)

« Bienvenue à... Georges Brassens. »

Jeudi 9 mars

20 h 30 (1re chaîne)

« L'actualité en question » : *émission d'actualité présentée par Etienne Mougeotte.*

20 h 30 (2e chaîne)

« Le père Goriot », *adaptation du roman d'Honoré de Balzac.*

Vendredi 10 mars

20 h 30 (1re chaîne)

« Au cinéma ce soir » *présente un film de Sacha Guitry :* « Les perles de la couronne ». *Comme il est de tradition dans cette émission, des actualités de 1937 seront présentées.*

Dimanche 12 mars

20 h 40 (1re chaîne)

« Les tontons flingueurs », *film de Georges Lautner, avec Lino Ventura, Bernard Blier, Francis Blanche.*

Irlande

LÉGITIME MASSACRE ?

Pas besoin d'enquête pour reconnaître les matraqueurs et les assassins. (Ph. U.P.I.)

LE 30 janvier, les troupes britanniques qui occupent l'Irlande du Nord tiraient « dans le tas » lors d'une manifestation à Londonderry. Tous les témoignages montrèrent que l'armée avait fait un massacre pour l'exemple, froidement, sans avoir été attaquée par les manifestants. Un grand nombre des treize morts et des dizaines de blessés irlandais avaient été atteints par balles dans le dos, alors qu'ils tentaient de s'enfuir.

Aujourd'hui une commission d'enquête sur cette fusillade révèle qu'on aurait trouvé des traces de plomb sur les mains des victimes, traces qui apparaissent lorsqu'on se sert d'une arme à feu.

Les victimes de Londonderry seraient donc moins innocentes qu'elles n'en avaient l'air, et cela légitimerait presque le massacre aux yeux de l'opinion, puisque l'armée n'aurait fait en somme que se défendre.

L'ennui c'est qu'on n'a pas retrouvé les armes qu'auraient tenues les victimes. L'ennui c'est que cela contredit les témoignages des journalistes présents. Et comment se fait-il que, dans la fusillade aveugle, les balles des soldats britanniques aient précisément choisi les Irlandais armés ? Tout cela ne tient manifestement pas debout.

Le médecin-légiste a dû reconnaître qu'il se pourrait bien, après tout, que ce soit les soldats anglais eux-mêmes qui aient déposé en manipulant les cadavres ce plomb qu'ils avaient sur leurs propres mains, et pour cause...

Non contente d'assassiner, la bourgeoisie veut encore faire passer les victimes pour les coupables. En tout cas il n'est nul besoin de commission d'enquête pour savoir où se trouvent les oppresseurs et les opprimés, les massacreurs et les massacrés.

A.V.

Moyen-Orient

LA SAINTE ALLIANCE

DURANT trois jours, l'armée israélienne a envahi le « Fathland », dans le Sud du Liban, une des régions où se trouvent les derniers refuges des combattants palestiniens du Fath. Et si des combats sporadiques ont opposé les fedayins aux soldats israéliens, on n'a vu à aucun moment l'armée libanaise intervenir, ou même faire mine d'intervenir. Tout au plus, la presse israélienne a-t-elle révélé que deux batteries libanaises s'étaient livrées à un baroud d'honneur vers la fin des opérations des troupes sionistes.

Ainsi, en toute tranquillité, Israël a pu envoyer ses jeeps, ses chars, ses grues et ses bulldozers pour détruire en partie cinq villages libanais, tracer un réseau routier qui permettra d'autres interventions rapides et décimer le cheptel de cette région. Le but avoué de l'opération était d'affaiblir les forces du Fath et, comme l'a dit si joliment Moshe Dayan, de **« contraindre le Liban à faire respecter sa souveraineté »** (sic). Car, voyez-vous, cette fameuse souveraineté libanaise n'est nullement mise en question par l'armée israélienne comme pourrait le croire un observateur naïf mais par... les Palestiniens eux-mêmes. Et si les troupes israéliennes interviennent ce n'est que pour aider le gouvernement libanais à maintenir l'ordre chez lui.

Et, malheureusement, il ne s'agit là ni d'une boutade, ni même d'une déclaration démagogique de Dayan. Car, en fait, ce n'est un secret pour personne que les dirigeants arabes en général, et dans ce cas précis les dirigeants libanais, ne sont nullement mécontents de voir la puissante armée de l'Etat sioniste porter des coups sévères au peuple palestinien et à ses combattants. D'ailleurs, les troupes de Dayan avaient à peine regagné leur cantonnement que l'armée libanaise se mettait en mouvement pour achever le travail. Le « Fathland » se voyait de nouveau attaqué mais cette fois par les troupes arabes « sœurs ». Durant la nuit du 2 au 3 mars et celle du 3 au 4, les combattants palestiniens, déjà sévèrement éprouvés par les attaques des jours précédents, devaient faire face à une nouvelle invasion. Et Beyrouth, une fois de plus, tentait de reprendre le contrôle du secteur en déchirant les accords du Caire qui accordaient justement cette région comme refuge aux Palestiniens.

La coordination entre les armées israélienne et libanaise a été trop parfaite pour n'être que due au hasard. Pour les dirigeants libanais, l'attaque israélienne, en supposant qu'ils n'en aient pas été prévenus par avance, leur donnait la possibilité de recontrôler un secteur qui échappait à leur autorité. Ils ont donc saisi l'occasion au vol. D'autant plus rapidement d'ailleurs que dans le passé les tentatives de l'armée libanaise de reprendre seule le terrain s'étaient toutes soldées par des échecs.

Encore une fois, au Moyen Orient, on assiste à la Sainte Alliance des classes dirigeantes arabe et israélienne contre les Palestiniens. Les Jordaniens les écrasent par les armes, les Egyptiens s'en lavent les mains, les Syriens réglementent leurs activités de façon draconienne et n'hésitent pas à les mettre en prison, et les Libanais se servent de l'aide bénévole de leur ennemi intime israélien pour tenter d'en venir à bout.

Tous s'accordent pour réduire au silence un peuple chassé de ses terres, spolié de ses droits les plus élémentaires, et parqué, depuis plus de vingt ans, dans des camps de réfugiés. Déjà, des milliers de combattants sont tombés parfois sous les balles israéliennes mais aussi souvent, voire même plus souvent, sous celles des Bédouins de Hussein ou des soldats de la démocratie libanaise.

Et c'est d'ailleurs pourquoi, contrairement à ce qu'ont déclaré et déclarent encore les dirigeants du Fath, l'ennemi du peuple palestinien ne se trouve pas seulement en Israël. Il est au pouvoir dans tous les Etats arabes du Moyen Orient.

J.L.

Un camp de réfugiés palestiniens en Jordanie. (Ph. A.F.P.)

Italie

LA DISSOLUTION DU PARLEMENT ITALIEN

LES Italiens iront aux urnes les 7 et 8 mai prochains. En conclusion de la crise gouvernementale, le parlement italien a été en effet dissout. C'était là une solution envisagée depuis longtemps, à chaque fois qu'il s'avérait impossible de constituer une équipe gouvernementale stable.

La bourgeoisie italienne doit affronter de multiples problèmes économiques et sociaux sans un gouvernement pourvu d'une véritable autorité.

Elle espère sans doute qu'il sortira des urnes un renforcement de la droite au parlement qui permettra d'installer au gouvernement une équipe de droite disposant d'une majorité suffisante pour ne pas devoir démissionner chaque fois qu'elle doit résoudre un problème important, comme toutes les équipes gouvernementales qui se sont succédées depuis des années. Comme il n'est pas question d'inclure dans la majorité le Parti communiste italien qui représente 26 % des électeurs, comme la Démocratie chrétienne ne disposait pas à sa droite d'un soutien suffisant, le régime parlementaire italien ne pourra fonctionner que si les prochaines élections amènent au parlement une importante majorité de droite. Dans le cadre de ce régime, c'est seulement ainsi que la bourgeoisie italienne peut espérer mettre fin, au moins le temps d'une législature, à l'instabilité gouvernementale.

Pourtant, rien n'assure que cette majorité de droite sortira des urnes dans deux mois. Et l'Italie pourrait très bien se retrouver de nouveau dans la situation qui a été la sienne depuis des années, sans majorité parlementaire et par conséquent ingouvernable.

Dans ces conditions, on pourrait très bien voir la bourgeoisie italienne s'orienter vers des solutions non parlementaires. Une partie de celle-ci rêve depuis des années d'un régime fort à la De Gaulle, sous la houlette d'un homme providentiel. Mais apparemment, les hommes providentiels doivent être en Italie une denrée rare. D'autres regardent avec envie vers la Grèce, voyant dans une imitation du régime des colonels une solution radicale pour arrêter l'agitation sociale et se débarrasser d'un P.C. sinon révolutionnaire, du moins empêcheur-de-gouverner-en-rond. Et puis, bien sûr, il y a ceux qui pensent à faire de nouveau appel au fascisme pour mettre au pas la classe ouvrière, briser ses organisations.

Face à ces possibilités, le programme des organisations ouvrières et en particulier du Parti communiste italien n'offre aucune solution à la classe ouvrière. Le P.C.I. se veut comme le Parti communiste français, un parti de gouvernement respectueux de la légalité et des règles du jeu parlementaire. S'il dénonce les visées de l'armée et des néo-fascistes, c'est pour défendre la « démocratie », quelles que soient les rebuffades qui le paient de ses courbettes à la bourgeoisie. Il n'est nullement dans ses intentions de mener la lutte des travailleurs italiens vers le pouvoir. Et il laisse toute latitude à la bourgeoisie italienne pour imposer ses solutions, quel qu'en soit le prix pour la classe ouvrière... et pour lui-même.

André ROUSSEL.

Iran

RÉPRESSION SANGLANTE

LA répression s'intensifie en Iran. Après l'exécution, mercredi 1er mars, de quatre militants de l'opposition, condamnés pour « leurs activités subversives et leur appartenance à une organisation interdite », les tribunaux militaires viennent de prononcer dix nouvelles peines capitales.

Il s'agit en fait d'une aggravation de peine, car, en janvier, le tribunal de première instance avait frappé les mêmes inculpés d'une peine de détention à vie. Le tribunal d'appel, en commuant ces peines d'emprisonnement en condamnations à mort, montrait, une fois encore, comment la dictature iranienne entendait perpétuer sa terreur.

Et cette terreur ne pèse pas seulement sur les militants politiques de l'opposition, mais sur tout un peuple de paysans pauvres et de chômeurs réduits à la misère, qui croupissent dans des conditions de vie dignes du Moyen-Age, et n'ont aucun droit.

La fête est finie à Persépolis. Après les fastes et le luxe provocant, le monde entier peut voir le régime du chah tel qu'il est et a toujours été : une dictature réactionnaire et sanglante.

L'hostilité de plus en plus grande de la population face au tyran iranien et aux coteries de privilégiés qui partagent ses faveurs risque fort d'éclater en une terrible violence populaire. Et la répression exercée par le chah est en réalité à la mesure de son immense peur.

A BAS LA REPRESSION EN IRAN !